



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de **LA CHINE HORS LES MURS n° 43**

SOMMAIRE

Editorial , par Paul Clerc-Renaud.....	1
La BRI vue de Kaboul , par Christophe Granier.....	4
Nouvelles réglementations et impacts sur la BRI , par Michel Beaugier.....	10
Point sectoriel 1. Les grands acteurs financiers , par Jacques Beysade.....	12
Encadré sur Opay , par Paul Clerc-Renaud.....	14
Origine et création de WE BANK , par le comité France Chine.....	15
Point sectoriel 2. Le phénomène des rapatriés boursiers chinois , par Karine Hirn.....	17
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud.....	20
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le comité France Chine.....	24

Editorial

L'été 2021 a été riche en événements et annonces d'importance considérable pour la géostratégie chinoise et l'architecture financière mondiales.

Prise de pouvoir des Talibans à Kaboul

Alors que l'Occident hésite entre l'option de mettre les Talibans au ban des nations civilisées et celle de leur tendre la pièce en se bouchant le nez, la Chine avance les pions de son ouverture dans le grand bouleversement de ce premier quart du XXIème siècle. Entre les opportunités économiques et géostratégiques qu'il lui offre dans le cadre de la BRI et les menaces de déstabilisation terroriste du Xinjiang à partir des 70 kms de leur frontière commune, les dirigeants chinois doivent prudemment construire leur stratégie. **Christophe Granier nous fait part dans notre premier article de son analyse**, à la lumière de son expérience pakistanaise et chinoise.

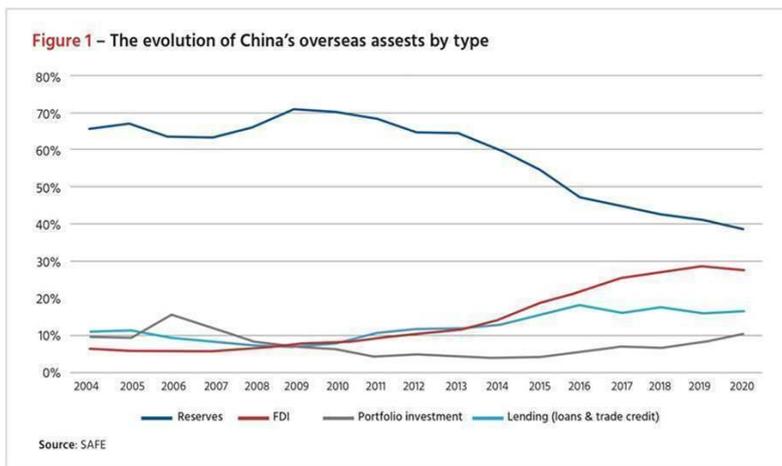
Finance hors les murs : vers le grand découplage ?

Les différentes mesures annoncées ces dernières semaines en matière financière semblent indiquer un changement de paradigme par les dirigeants chinois, dans la conception de la place de la Chine dans le panorama financier international dominé par le dollar, la gestion de ses avoirs extérieurs et le recyclage pour équilibrer sa balance des paiements des flux intrants gigantesques estimés en 2020 par l'Administration des Changes (SAFE) à 800 md USD (soit 5% de la formation mondiale de capital fixe), dont 274md USD d'excédents commerciaux et 254md USD d'investissements de portefeuille (actions et obligations chinoises).

Entre 2004 et 2020, la Chine a rééquilibré la répartition de ses avoirs et vu ses réserves de change passer de 66% à 40% (3232md USD en août 2021), son stock de FDI sortant de 6 à 28% et ses créances bancaires sous forme de prêts et de financements commerciaux de 11 à 16%. Tout ceci s'inscrit dans la stratégie de découplage plus nationaliste et mercantiliste visant à échapper à l'hégémonie du dollar, à favoriser une gestion plus proactive donnant la priorité aux voisins de la Chine aux dépens des pays développés à croissance faible et accélérer l'internationalisation du Yuan Renminbi (CNY) dont Michel Beaugier nous explique les progrès grâce au contrôle de la data.

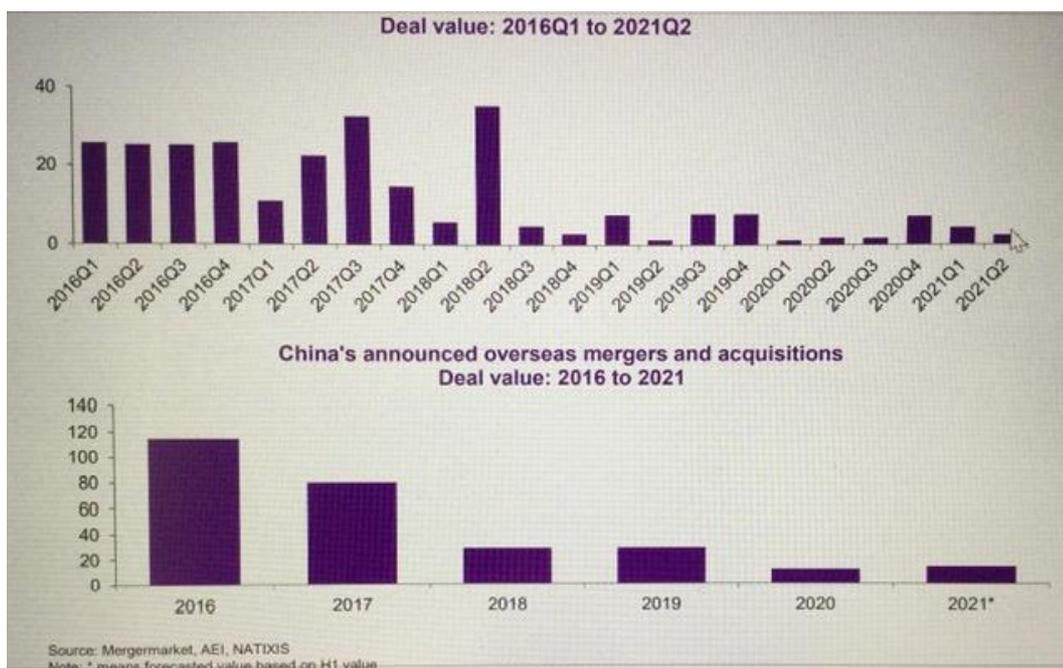
Jacques Beyssade dresse pour nous le bilan de l'action extérieure des grands acteurs financiers chinois et Karine Hirn nous explique les raisons du retour au bercail des Big Tech chinoises, délaissant la place de New York au bénéfice des bourses de Hong Kong, Shenzhen ou Shanghai. Le Comité France Chine nous livre par ailleurs sa radiographie de la plus dynamique banque en ligne chinoise : WeBank, enfin nous dressons le profil intéressant de la fintech chinoise nigériane Opay.

L'évolution de la répartition des actifs chinois à l'étranger est résumée dans le tableau ci-contre de la SAFE qui fait apparaître une diversification des réserves de change et des avoirs extérieurs de la Chine (passés de 1000md USD en 2004 à 9000md USD en 2020 et dont la puissance de feu continue de s'accroître du fait de l'appétit des investisseurs étrangers et du rebond des excédents commerciaux (372md USD au premier semestre 2021).



HINRICH FOUNDATION REPORT – THE AIIB: STILL A GEO-ECONOMIC TOOL FOR CHINA?
Copyright © Hinrich Foundation. All Rights Reserved.

Les activités des acteurs chinois de fusions acquisitions à l'étranger ont diminué depuis leur pic de 2016/17 selon les tableaux suivants de Natixis :



Les **principales mesures annoncées** ces derniers mois marquant ce changement de stratégies financières incluent :

- a. de nouvelles directives centralisant les **dossiers d'aide internationale chinoise par la CIDCA dans le but d'obtenir une meilleure planification stratégique, efficacité et coordination des aides, reflétant la pensée de Xi Jinping**, des aides renouvelées : **d'après les estimations du Brookings Institute l'aide chinoise pour 2019 se montait à 17mdRMB et d'après les chiffres figurant sur le site de la CIDCA entre 2013 et 2018 à 270md RMB**, dont 47% sous forme de dons, 5% de prêts sans intérêt et 48% de prêts préférentiels ; la répartition géographique étant de 45% en Afrique, 37% en Asie et 7% dans la zone Amérique latine / Caraïbes. Jusqu'à la création de l'**AIIB** et de la **NDB (BRICS Bank)** ces financements passaient par la **China Development Bank** et la **China Eximbank** dont les actifs combinés représentent 25% du PIB Chinois. D'après la base de données de Boston University, ces deux institutions ont financé entre 2008 et 2019 450md USD de projets offshores soit l'équivalent des financements de la Banque mondiale pendant la même période. Si l'on ajoute les prêts des banques commerciales, le total des créances bancaires de la Chine à l'étranger se montait d'après SAFE à 839md USD fin 2020. Cependant d'après le rapport 2021 de l'Institute of International Finance, le montant des créances chinoises sur le reste du monde serait beaucoup plus important, estimé mi-2020 à 5600md USD. A l'inverse, les sommes dues par la Chine aux créditeurs extérieurs fin 2020 étaient d'après SAFE de 2300md USD. De son côté l'**AIIB**, dont la Chine contrôle 26% du capital et des droits de vote (minorité de blocage) a, au bout de 5 ans d'opérations, un bilan de 32md USD et des engagements de contribution des actionnaires de 100md USD. D'après Hinrich Foundation, avec un effet de levier de 4 et les profits générés par les prêts sur une période de 15 ans, sa taille de bilan pourrait atteindre 500md USD et ses possibilités annuelles de financement d'infrastructure 32md USD (à comparer aux 20Md USD bruts de la BIRD et aux 23md USD bruts déboursés par la BAD en 2020).
- b. Le livre blanc sur les nouvelles priorités (White Paper on China's International Development in the new era) dont la publication des comptes 2020 du fonds souverain **CIC (Central Huijin)** qui indiquent que ce dernier gérât, fin 2020, 5190md CNY avec des actifs nets de 1100md USD et un retour sur investissements étrangers de 14.1% en base dollar.
- c. Le portefeuille d'actions étrangères qui représente 38% de ses investissements dont 57% pour les Etats-Unis, 31% pour les marchés développés non américains et 12% pour les marchés émergents. Les titres à revenu fixe représentent 17% (dont 1060md USD de T-bonds, en diminution), les investissements alternatifs (immobilier, denrées, infrastructures) 42% et les liquidités 2%. D'après son président, les nouvelles modalités d'investissement devront accroître son exposition à l'Asie et aux fonds d'investissement bilatéraux, reflétant la prééminence du politique sur la finance pure et une approche plus proactive dans la réorientation du recyclage de ses disponibilités.
- d. La création du nouveau fonds de pension étatique : **National Pension Insurance** gérant près de 2md USD
- e. La création de la **nouvelle bourse de Pékin** offrant une nouvelle plateforme (après Shenzhen et le Star de Shanghai) au financement des PME innovantes.
- f. Les nouvelles réglementations sur la **protection des données et contre les monopoles** restreignant l'autonomie des grandes sociétés technologiques dans lesquelles l'Etat prend des participations et dont il souhaite réorienter les stratégies d'investissement vers les enjeux technologiques stratégiques aux dépens des secteurs superficiels et socialement nuisibles des jeux et autres fan clubs florissant sur les réseaux sociaux.
- g. La nouvelle politique de **redistribution** visant à corriger les revenus excessifs en vue d'une prospérité commune (Gongtong Fuyu) dont l'objectif est de donner une couleur plus « socialiste aux caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère » à l'indice GINI chinois qui se situait à 0.465 en 2019 d'après le bureau national des statistiques (mais à 0,704 d'après le Crédit Suisse...) La liste Hurun 2021 listait en effet 1058 milliardaires dans la Grande Chine contre 696 aux Etats Unis et 171 en Inde. Dans la perspective du 6e plenum de novembre et du XXe congrès l'année prochaine, il est donc prioritaire de réguler et ajuster (guifang he tiaojian) les revenus excessifs (sans pour cela tuer l'innovation) et de réaffirmer la prééminence absolue du parti dans tous les domaines et du « socialisme à caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère » (xīn shídài Zhōngguó tèsè shèhuì zhūyì sīxiǎng). Les géants de la Tech ont promptement entendu le message dans un élan soudain de philanthropie patriotique.

Paul Clerc-Renaud (CCE Hong Kong)

La BRI vue de Kaboul

Actualité : la route de la soie dans le tombeau des empires.

La reconquête du pouvoir en Afghanistan par les étudiants en religion talibans et le retrait des Occidentaux ne constituent pas à proprement parler une rupture historique surprenante mais mettent en jeu des équilibres géopolitiques fragiles.

Un pays compartimenté par la géographie et l'histoire

Le centre de l'Afghanistan est un grand massif montagneux coupé de vallées profondes, citadelle naturelle qui a constitué de tout temps un abri sûr pour des populations pourchassées ou jalouses de leur indépendance. Au nord, le large piémont aplani par le fleuve Amou Daria a constitué au cours des siècles une voie de passage aisée pour les nomades et envahisseurs. A l'est, ce piémont bute sur la barrière des Pamirs, obstacle a priori infranchissable mais entaillé par des fleuves qui permettent d'atteindre des cols vertigineux et des vallées fermées, habitat de peuples aux coutumes aisément conservées par l'isolement. Une vallée perdue, le couloir de Wakhan, mène à la frontière chinoise. A l'ouest, le piémont s'ouvre sur le vaste plateau du Khorassan, aucun obstacle naturel majeur ne contrariant les liaisons vers l'ouest (Iran), le nord (anciennes républiques soviétiques) et avec le sud.

Le sud du pays est divisé en deux parties : à l'ouest, la frontière avec l'Iran est un désert torride et peu habité mais, dès l'approche de la montagne en direction de l'Est, de riches vallées bien irriguées découpent un terroir fertile s'étendant sur des centaines de kilomètres. Kandahar, capitale du sud, marque une zone de contact enrichie par le commerce entre cet ouest agricole et les plateaux qui s'élèvent insensiblement en direction de l'est, voués anciennement à l'élevage et voie d'accès vers Kaboul. Au sud de ces plateaux, l'altitude s'élève à nouveau, les chaînes rectilignes de Suleyman, Tora Bora et Khyber qui se fondent au nord dans l'enchevêtrement de l'Hindu Kuch et dressant une véritable barrière avec le Pakistan. Les régions de Kabul et Jalalabad se bornent enfin à des bassins étroits parcourus par des cours d'eau tributaires de l'Indus qui ouvrent ainsi la voie des communications vers le sud-est.

Les voies de passage naturelles ceinturent le massif montagneux central ; seule la route des envahisseurs du nord attirés par les richesses du sous-continent, se faufile difficilement entre les chaînes du massif central par Bamyan et la vallée du Panshir avant de rejoindre à Kabul la route du sud pour franchir ensuite la passe de Khyber, voie d'entrée traditionnelle dans le Gandhara puis l'Inde.

Une mosaïque de peuples microscopiques et d'ethnies majeures

Conditionnés par leur environnement limité, de multiples peuples peu nombreux sont installés dans les étroites vallées des montagnes escarpées, gardant leurs traditions malgré les nombreux conflits violents subis au cours de l'Histoire avec leurs voisins plus puissants ou les envahisseurs périodiques.

L'un de ces peuples a attiré dans son réduit du centre du pays l'intérêt des ethnologues par son originalité. Asiates d'apparence, chiites de religion, Les **Hazara** constituent une exception inacceptable pour leurs voisins candidats à la suprématie sur le pays. La même remarque peut s'appliquer aux **Nuristani** de la vallée du Panjshir, cousins des Tadjiks.

Trois ethnies plus importantes aux traditions anciennes bien déterminées n'ont comme point de ressemblance que leur présence en Afghanistan par percolation avec leurs pays d'origine limitrophes :

Les **Uzbeks**, turcs de dernière génération, ont conquis au XVe siècle un vaste empire dont il reste l'ancienne république soviétique d'Ouzbékistan, fortement peuplée en comparaison avec ses voisins.

Les **Turkmènes**, longtemps nomades éleveurs, se sont stabilisés. Dictature gazière, le Turkménistan est, de ces pays, celui qui partage la frontière la plus longue avec l'Afghanistan.

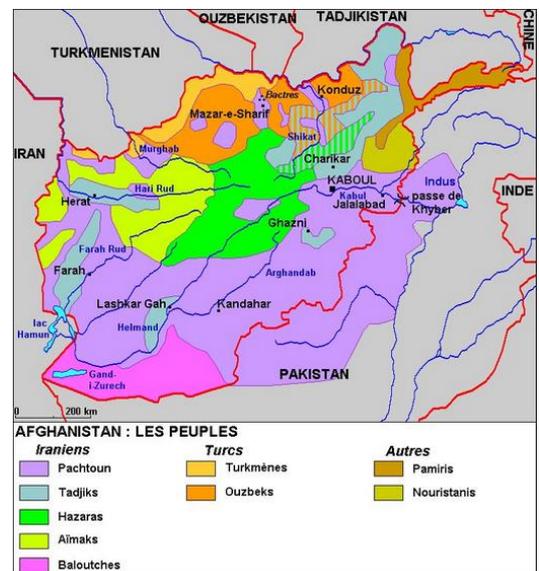
Cadre différent pour les **Tadjiks**, peuple indo-iranien, qui partage avec les ethnies afghanes majoritaires les mêmes origines et le même cadre naturel de haute montagne.

Ces trois peuples occupent les zones septentrionales de l'Afghanistan, frontalières avec les pays où résident leurs congénères. Mais aucune des ethnies précédentes ne peut concurrencer le peuple pachtoun ou pathan (40% de la population afghane), qui occupe l'est et le sud du pays, avec une forte diaspora au Pakistan, pays voisin qui accueille une population pachtounne équivalente en nombre à celle résidant en Afghanistan.

Les Pachtouns, peuple de combattants

Très anciennement installés sur les Monts Suleyman et Khyber, les Pachtouns rattachés à l'empire perse par Darius vers 500 av JC, donnent du fil à retordre à l'armée d'Alexandre, et le même scénario se renouvellera sans cesse. A chaque invasion, ils se retirent dans leurs montagnes et harcèlent tous ceux qui cherchent à les asservir. Ils infligent au XIIIe siècle sa première défaite à une partie de l'armée mongole de Gengis-Khan.

Lorsque le Grand Jeu commence entre l'empire russe cherchant un accès aux mers chaudes et le Royaume Uni solidement implanté en Inde, chacun des adversaires recherche des appuis locaux sûrs. Le premier choix est la dynastie pachtoun Gilzai de la famille Durrani, élue depuis 1747 par les tribus pour succéder à l'usurpateur perse Nadir Shah et occuper le trône du pays. Jouant sur des équilibres subtils, les rois d'Afghanistan vont réussir à maintenir leur dynastie jusqu'en 1973. Russes et Anglais perdent des milliers d'hommes dans des escarmouches meurtrières. Le coup d'état de 1973 est mené avec l'appui russe par Daoud, propre cousin pachtoun du roi. La mainmise des Pachtouns sur le pouvoir



ne se dément pas, mais devient plus aléatoire lors de la prise de pouvoir par les militaires soutiens du PDPA communiste le 27 avril 1978, même si c'est le pachtoun Taraki qui dirige de fait le pays.

Poncifs et réalités

L'histoire de l'Afghanistan ne peut être examinée qu'au prisme de la réalité pachtoun. L'appellation Pachtoun a donné par une déformation due aux Anglais le nom même d'Afghan.

Héritier d'une tradition fameuse, ce peuple a inspiré les écrivains admiratifs et contempteurs têtus à échafauder des théories plus ou moins fantaisistes à son sujet :

- Déterminants physiques : pour expliquer les succès des combattants des montagnes, certains ont mis en avant leur qualité physique indéniable qui est une acuité visuelle exceptionnelle. Si cela peut être d'une aide précieuse pour les snipers d'aujourd'hui, il paraît difficile de considérer cet avantage comme déterminant avant l'invention de la carabine à longue portée.
- Le « pakhtunwali », code commun traditionnel aux tribus pachtounes, a fait couler beaucoup d'encre, sa base antéislamique mettant en exergue d'une part un sens de l'honneur développé jusqu'à l'extrême, entraînant des excès équivalents à ceux de la vendetta corse, d'autre part une obligation d'hospitalité due à tout individu extérieur, quel que soit son origine ou les raisons pour lesquelles il pourrait être pourchassé. Dans ce domaine plus complexe – le code irriguant encore pour quelques années sans doute la pensée et le comportement des tribus et de leurs conseils semi-démocratiques des anciens ou *jirga* – il faut garder à l'esprit que la religion musulmane a depuis le XI^e siècle – très fortement influencé le pakhtunwali jusqu'à devenir une partie prépondérante de sa vulgate.

A notre époque d'évolution accélérée, il faut sans doute modérer l'importance de la tradition et se focaliser sur les dernières décennies pour juger de leur impact. Dans le cas de l'Afghanistan, deux facteurs extérieurs cruciaux reliés entre eux par de nombreux points – l'éclosion des Etats Unis comme puissance sans partage après la deuxième guerre mondiale et les convulsions dans lesquels entre le monde musulman depuis les années 1960 – ont influé sur la situation de cet Etat hautement stratégique.

Les Etats Unis, les hydrocarbures et le Moyen Orient

En 1945, un traité d'alliance et de soutien militaire entre le roi Abdelaziz et Franklin Roosevelt sécurise les découvertes faites en Arabie huit ans plus tôt. Il ne s'est jamais démenti depuis lors.

Ce premier succès diplomatique et économique durable ne s'est pas renouvelé dans la zone du Proche et Moyen Orient, les relations américaines connaissant des fortunes diverses avec les autres acteurs régionaux. Après l'accession légitime au pouvoir de Mossadegh en Iran en 1953, les services secrets anglo-américains coordonnent l'opération Ajax pour remettre Reza Shah sur le trône du Paon, et les mêmes nations occidentales dissuadent par une action aérienne l'Egypte de Nasser d'achever son projet d'implantation au Yémen, renforçant les liens avec Ryad mais s'attirant des inimitiés féroces dans les autres pays. Obnubilés dès lors par leur face-à-face avec l'Union soviétique puis la guerre du Vietnam, les Etats Unis gardent un œil moins interventionniste sur le Proche-Orient mais s'attirent la haine des pays arabes par leur soutien à Israël.

L'Islam et ses essais de réformes : le rôle pivot de la monarchie saoudienne

Au milieu des années 1950, enrichi par la manne pétrolière, mais cerné par les menaces, le royaume saoudien hausse le ton sur la scène internationale. Dans un élan messianique contrôlé, le roi Faysal oppose au projet mortifère pour son régime d'Union Arabe (sécularisation nationaliste prônée par Nasser), l'Umma (communauté) de tous les Croyants, de la Malaisie à l'Afghanistan. Avec ce concept, le gardien des lieux saints devient, puissance militaire exceptée, le leader du monde musulman. Il développe son pays où affluent guides illuminés et organisateurs froids, tels les Frères Musulmans, pourchassés en Egypte. S'en suit un effort généreusement financé de formation wahhabite de tous les jeunes musulmans dans des écoles coraniques. A la mort de Faysal en 1975, pour tenter d'imposer par la base un changement à un régime laxiste qu'il récuse, l'uléma Ben Baz lance un nouveau mouvement missionnaire, le salafisme. La montée vers l'extrémisme exportable est entamée. Cette maturation atteint les marges orientales d'influence wahhabite, du Sindh pakistanais jusqu'en Afghanistan.

1979 : L'année charnière

Une nouvelle ère commence pour la région du Proche Orient - Asie centrale lors du sommet des chefs d'Etats des pays occidentaux en Guadeloupe les 5 et 6 janvier. Ce que Jimmy Carter dira être le souhait des trois dirigeants européens (Callaghan, Giscard, Schmidt) attachés aux droits de l'homme et que ces derniers qualifieront de pure décision américaine d'abandonner le shah d'Iran malade va produire une onde de choc inimaginable. Préférant l'islamisme chiite au danger communiste, les partenaires occidentaux demandent à la France de permettre à l'imam Khomeiny en exil de gagner Téhéran, ce qui est fait le 1^{er} février.

L'ambassadeur américain Dubs à Kabul est tué le 14 février dans une tentative ratée des services afghans pour le libérer de son enlèvement par des « maoïstes chiites » selon le gouvernement communiste en place. Washington ferme son ambassade en représailles.

Ryad se sent isolé face au danger mortel du chiisme iranien et accepte d'aider le gouvernement Carter lorsque 70% des stations-service américaines ferment le 1^{er} dimanche d'août à cause des troubles en Iran. Le 4 novembre, ces troubles culminent avec la prise de l'ambassade américaine à Téhéran par les étudiants révolutionnaires, anticipation des Talibans. Les derniers otages seront libérés en janvier 1981.

Le 20 novembre, jour du nouvel an islamique 1400 et changement de siècle propice à la réalisation des prophéties, le monde musulman entier tremble sur ses bases. Un commando mené par un ancien cadre illuminé des écoles islamiques de l'uléma Ben Baz, ensemble hétéroclite d'étudiants extrémistes, d'anciens de la Garde nationale, de Frères musulmans égyptiens et américains et de wahhabites convaincus, envahit la Grande Mosquée de La Mecque et présente aux pèlerins éberlués un « mahdi » (messie) qui doit préparer la fin des temps. Fortement armés et bien embusqués dans la mosquée fortifiée, ces hommes vont décimer une armée saoudienne inefficace et ne quitteront les sous-sols inexpugnables que le 5 décembre, à demi étouffés par le gaz CB dispersé judicieusement par le capitaine Barril du GIGN.

Devant ce sacrilège, tout semble s'enflammer : les intérêts américains dans la zone sont assaillis au Pakistan où l'ambassade est détruite, en Turquie, en Inde, au Bangladesh puis en Libye où les étudiants en charia sont à la tête du sac de l'ambassade.

En déclarant aux Américains que l'occupation de la Grande Mosquée, fiasco qui leur est entièrement dû, est le fait d'agents communistes, les responsables saoudiens ne pensent pas être si bons prophètes du dernier événement capital de cette année horribilis. Le 25 décembre, Moscou jugeant Washington en état de faiblesse et inquiet de l'influence iranienne grandissante, les colonnes de la 40^e armée soviétique entrent en Afghanistan et déposent le président Amin pour le remplacer par le Pachtoun Karmal.

Djihad international et Talibans

Si la France (avec le Maroc et l'Égypte) avait commencé à financer les résistants afghans djihadistes dès l'installation des gouvernements communistes locaux, la politique prudente de Carter change du tout au tout avec l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Pressé d'intervenir par les régimes alliés locaux (Arabie, Pakistan) et inquiets de voir un jour la route du pétrole coupée, les États-Unis inondent la résistance de fonds de la CIA et d'aides en armes. Le service de renseignement de l'armée pakistanaise (ISI) joue un rôle primordial de relais. Priée d'apporter sa part d'aide, Ryad envoie ce que l'Arabie produit en masse, ses volontaires fanatisés que le gouvernement royal voit s'éloigner avec soulagement. Les ulémas de Ben Baz ouvrent à vitesse accélérée de nouvelles écoles coraniques de formation au wahhabisme au plus près des combats, c'est-à-dire au Pakistan, en particulier à Karachi où les Pachtouns ont beaucoup d'influence. Des combattants de tous les pays musulmans affluent au Pakistan, se forment dans les écoles avant de gagner la frontière afghane. Un des premiers volontaires est Osama Ben Laden, agent des services de renseignement saoudiens de 22 ans. À Peshawar, il participe à la fondation en 1987 puis prend le contrôle de « la Base » (al Qaïda), qui recueille, soigne et avitaille au plus près de la frontière afghane les combattants djihadistes qui gagnent ou quittent les zones de combat. Coordonnant le fonctionnement des camps de formation militaire en territoire afghan, il gagne renommée et confiance auprès des djihadistes pachtouns. Le code d'honneur d'hospitalité et sa proximité avec le mollah Omar lui permettent de se réfugier en pays afghan après ses exactions au Yémen et au Soudan.

Au contact des militants wahhabites arabes rigoristes, les jeunes pachtouns acquièrent des comportements différents de ceux de leur tradition locale. Lorsque les Soviétiques quittent le pays en 1986, les anciens combattants locaux se séparent en groupes rivaux et il faudra dix ans pour que le groupe taliban, basé à Kandahar, émerge lentement comme la force principale capable de prendre le pouvoir et fonde à Kaboul l'Émirat Islamique d'Afghanistan en 1996. Les règles islamistes sont appliquées alors sans retenue à des populations rétives qui avaient vu d'abord d'un bon œil le retour de la sécurité.

Si le djihad international importé s'est montré déterminant dans le succès de la guérilla contre les Soviétiques, la doctrine de ces combattants qui est de porter la guerre sainte dans tous les territoires occupés historiquement par les musulmans n'est pas celle de la majorité des partisans afghans – en particulier taliban – dont le but est d'établir un régime islamique en Afghanistan sans visées internationales additionnelles. Mêlant la branche deobandi qui prêche le retour à un « islam juste » au wahhabisme et au code d'honneur pakhtunwali, la doctrine des Talibans connaît un grand succès dans le sud et l'est afghan. Cependant, leur régime s'avère rapidement obscurantiste pour la classe moyenne afghane et leur appartenance ethnique incompatible avec les populations du nord et du nord-est. La tradition féodale des seigneurs de la guerre fait le reste et fédère l'ensemble de l'Afghanistan contre l'envahisseur américain en octobre 2001 à la suite des événements de New York devient une gageure, tant les jalousies sont tenaces. Écrasés sous le poids combiné des corps expéditionnaires occidentaux et de l'Alliance du nord, les Talibans prennent le maquis et tiennent deux régions dans le sud et le nord-est, recevant l'appui des tribus du Waziristan dans le Pakistan voisin.

Le sursaut et la victoire des Talibans : un bilan piteux pour l'Occident

L'invasion de l'Iraq par les troupes américaines en 2003 a un double effet : elle importe en Afghanistan des méthodes terroristes qui y restaient inconnues (attentats suicides) et elle affaiblit le potentiel des troupes étrangères. Les milices talibanes réoccupent aussitôt une partie du territoire et augmentent leurs revenus. La culture du pavot, jusque-là condamnée par les mollahs, devient utile tout comme le cinéma et la musique – considérés par la première génération comme décadents – de nouveaux vecteurs licites de propagande.

La nouvelle administration Obama commence à prévoir un retrait des troupes américaines et engage des négociations secrètes dès 2010. L'élimination d'Osama ben Laden le 2 mai 2011 puis la mort du mollah Omar le 23 avril 2013 enlèvent à leur présence une grande partie de sa justification. Les contacts perdurent sous Donald Trump, aboutissant à la rencontre de Doha en juillet 2018 puis aux accords du 29 février 2020 dans la même ville. Le retrait ordonné annoncé par Joe Biden le 14 avril 2021 se transforme en déroute avec l'avancée accélérée des troupes talibanes dans tout le pays.

Vingt ans de guerre ne paraissent pas avoir fait évoluer une situation cyclique et le bilan est lourd. Les aides déversées en Afghanistan ont alimenté une corruption massive et financé la formation d'étudiants fanatisés ; les espaces de liberté ouverts à la population risquent aujourd'hui de se refermer.

L'avenir proche : options internes

Une fois leur pouvoir confirmé, les Talibans se trouvent devant l'obligation de le pérenniser.

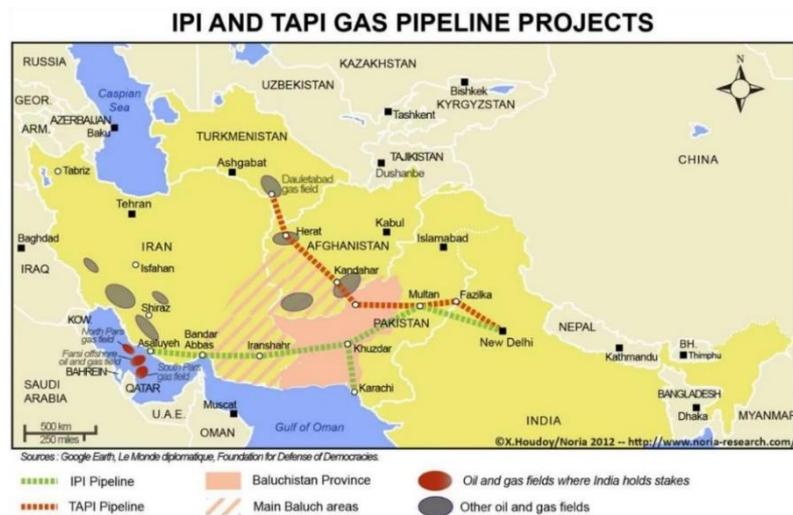
Tâche malaisée. Dans un pays ravagé par la guerre et à l'économie moribonde, les cadres traditionnels ont été mis à mal et nul ne peut prévoir comment une population âgée de moins de 25 ans pour plus de 65% peut réagir à l'application des règles strictes des combattants talibanes qui ont eux-mêmes gagné en âge et en raison mais gardent *a priori* leur rigidité doctrinale. Sur le plan politique, les partitions tribales et ethniques subsistent, même si des alliances sont possibles avec certains anciens chefs de guerre comme Hekmatyar. L'opposition restera forte avec des combattants comme les Nuristani de Masud et les Uzbek de Dostom. Tout accord sera donc fragile, et ceci à l'intérieur même du bloc pachtoun. Le déterminisme historique plaide pour le retour aux comportements ancestraux d'indépendance séparatiste au sein même de la communauté pachtoune tant qu'un ennemi commun ne permet pas de fédérer les tribus contre lui.

Le nerf de la guerre va attiser ces conflits. Selon des estimations récentes, l'aide extérieure représente à ce jour 80% du budget national et l'exportation d'opium environ 15%. Sans accord avec de nouveaux créateurs, il sera impossible de financer non seulement la reconstruction mais même les besoins courants.

Appuis externes et conflits géopolitiques latents

Hors de toute considération économique, l'Afghanistan reste par sa position géographique l'objet d'intérêts concurrentiels de la part de ses voisins proches ou plus éloignés.

- Au premier rang d'entre eux figure le **Pakistan** dont le cœur de la politique étrangère a toujours été d'éviter que l'ennemi indien prenne son territoire en tenaille grâce à une alliance afghane. Soutien actif des tribus pachtouns par solidarité tribale et communauté de religion à tendance fondamentaliste ont fini par former une symbiose étroite. Le meilleur exemple est la mission de bons offices entreprise dès août 2021 par le Ministre pakistanais des affaires étrangères auprès des ex-républiques soviétiques et de l'Iran pour faciliter les relations entre ces voisins et Kaboul. L'aide logistique et militaire ne devrait pas cesser, la majorité du commerce extérieur afghan transitant par le Pakistan qui y trouve son compte.
- Situation plus complexe du côté de l'**Inde**, qui a récemment investi plus de 3md USD en territoire afghan. La rupture (au moins provisoire) des relations commerciales pénalise évidemment New Delhi qui va devoir chercher des alliés pour renouer une relation compromise. Financé par la Banque Asiatique de Développement et soutenu à l'origine par les Etats Unis, le projet TAPI de gazoduc entre les gisements turkmènes et l'Inde à travers Afghanistan et Pakistan est soutenu par les dirigeants talibans qui espèrent bien y greffer la production des futurs puits à creuser dans les régions d'Hérat et de Kandahar.
- L'**Iran** voit d'un bon œil la défaite américaine et entretient en Afghanistan des relations avec des groupes armés d'importance notable mais parcellaire. Son rôle semble limité à peser sur l'équilibre politique intérieur afghan en gagnant des positions dans les instances gouvernementales et à rechercher un accord tripartite avec la Chine et la Russie dans son soutien à l'Afghanistan. Téhéran en aura besoin pour faire avancer le projet d'oléoduc IPI sensé approvisionner l'Afghanistan et l'Inde à travers le Pakistan.
- Opportuniste, le régime personnel de RT Erdogan en **Turquie** a déjà fait acte de candidature pour la gestion de l'aéroport de Kaboul mais aussi pour la reconstruction du pays, intéressante pragmatiquement pour ses fournisseurs d'infrastructure et visant à positionner Ankara dans la zone, proche du projet de Grande Turquie avec les pays voisins de l'Afghanistan.



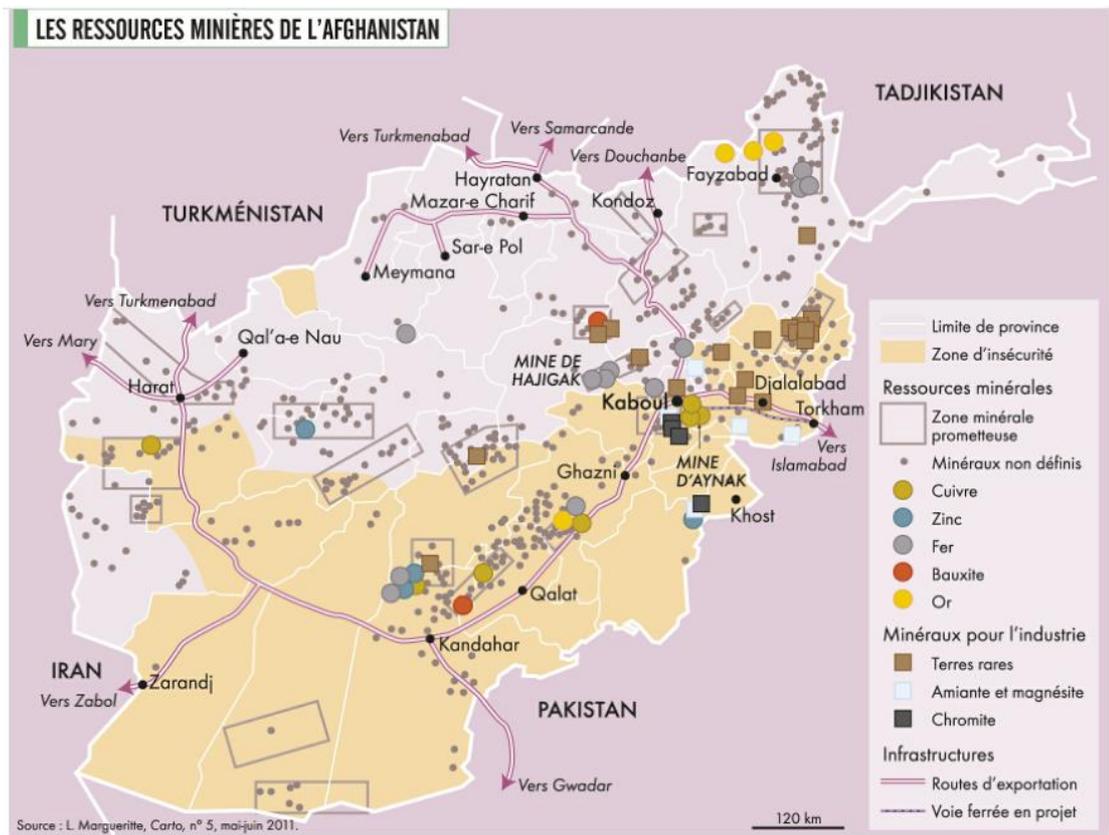
Les soutiens traditionnels de l'Afghanistan dans la région (Arabie, royaumes du Golfe) n'ont pas confirmé de position tranchée mais il serait étonnant que les flux financiers provenant de ces bailleurs de fonds fidèles (attachés aux projets missionnaires islamiques) stoppent soudainement, que ce soit directement ou à travers le grand frère pakistanais, parrain musulman en général apprécié par ces pays. En première ligne des soutiens à l'administration talibane figure le Qatar, grand facilitateur des négociations récentes.

Impatients de combler le vide laissé par les Occidentaux, la **Russie** et la **Chine** sont les deux puissances globales les plus susceptibles d'apporter leur aide au « nouveau » régime en gagnant dans la manœuvre non seulement des intérêts économiques notables mais aussi une présence accrue dans une région charnière. La remarque est d'autant plus vraie en ce qui concerne Moscou qui voit un retour vers le sud et le Golfe comme la réalisation d'un antique vœu contrarié et qui a donc une revanche à prendre.

Intérêts économiques et géostratégiques

Le sous-sol afghan a toujours été considéré comme prometteur. Les exploitations existantes, limitées et souvent compromises par la guerre, confirment cette réputation. La valeur potentielle des ressources minières non exploitées est estimée par l'ONU et l'UE à 1 000md USD dont 500 pour le seul cuivre.

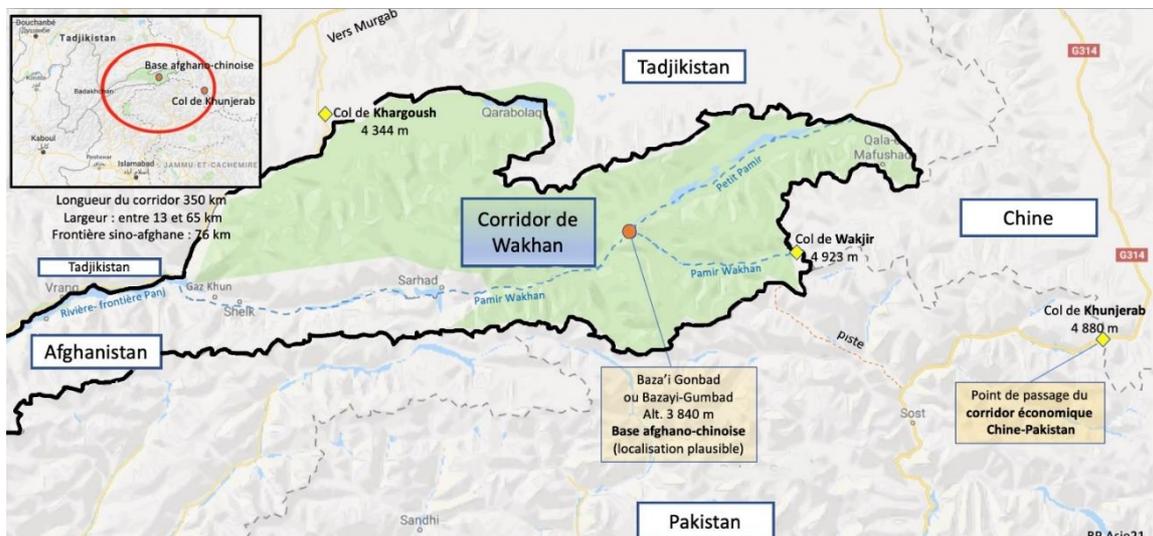
Ces minerais sont relativement accessibles, le principal obstacle à leur exploitation étant d'ordre logistique, l'infrastructure à établir en aval de la production étant très onéreuse dans l'environnement montagneux. Pour la Chine cependant, la proximité avec le Xinjiang et l'intérêt immédiat constitué par le lithium en grande quantité semblent des éléments très positifs, les terres rares et le cuivre pouvant constituer des stocks stratégiques permettant de peser sur les cours sans exploitation immédiate. Une alliance sino-russe dans ce domaine fait partie des options tout à fait possibles.



La mine de cuivre de Mes Aynak dans laquelle Jiangxi Copper et Minmetals ont investi 2,9md USD en 2007 a connu bien des vicissitudes pendant les années de guerre. Un accord pour sa réouverture devrait pouvoir être négocié après la reconnaissance officielle du régime taliban par Pékin. Pour reprendre la production, il faudra également discuter du sort des riches gisements archéologiques sur lesquels la mine est installée, le site ayant été pendant des siècles un poste important de l'ancienne route de la soie ; cette particularité n'est peut-être pas pour déplaire à Pékin, qui pourrait en faire un gage de bonne conduite internationale.

Hormis cet investissement principal, la Chine n'a participé à ce jour qu'à un seul autre projet afghan, celui d'exploration pétrolière dans la vallée de l'Amou Daria, dans lequel CNPC (Petrochina) est partenaire avec Watan, groupe pachtout contrôlé par le frère controversé de l'ancien président Hamid Karzai (400m USD investis en décembre 2011).

Positionné au centre de l'Asie, l'Afghanistan peut également jouer un rôle de carrefour logistique et commercial si les difficultés liées à son relief sont surmontées. Dans son projet de « Route de la soie » terrestre, la Chine a choisi une option pakistanaise, le corridor du CPEC effleurant la corne du corridor de Wakhan ; la construction d'une déviation par ce corridor naturel frontalier où la Chine entretient déjà – en territoire afghan – une base militaire « commune », sera certes difficile dans l'environnement de très haute altitude mais permettrait selon certains plans connus d'établir une nouvelle branche de la route de la soie vers le sud-ouest (Kaboul) et de là de multiples bifurcations futures vers l'Iran et le Golfe.



En matière d'infrastructure, les contracteurs chinois sont prêts à proposer leurs services dans de multiples domaines. Ils peuvent présenter comme référence le projet toujours en cours de l'axe routier lourd de 178km entre Bamyan et Samangan qui désenclave Kabul vers le nord, signé fin 2017 entre le gouvernement afghan et China Communications Construction Co (217m USD financés par l'Asian Development Bank).

L'exemple taliban prouve que l'Histoire revient parfois sur des épisodes antérieurs. C'est a priori le cas pour le concept de nouvelle route de la soie, annoncé en septembre 2013 par Xi Jinping, certains disent poussé à se déclarer par un discours d'Hilary Clinton quelques mois auparavant engageant l'Ouzbékistan et le Turkménistan à rouvrir ces nouvelles routes de la soie en direction du sud à travers le territoire afghan. Pékin a eu peur de se faire voler le concept qui s'est développé depuis de façon notable avec quelques différences régionales et sectorielles. L'Afghanistan a signé le protocole de la Belt & Road Initiative en 2016.

Avec la caution de l'allié russe qui aligne à l'attention des Occidentaux des platitudes sur la nécessité de laisser les Afghans décider de leur culture et de leur sort, la Chine peut réussir là où les autres puissances ont failli. Elle y a un faisceau d'intérêts vitaux : ressources, connectivité mais aussi et surtout sécurité, cette dernière étant une obsession récente mais prégnante. Ne serait-ce que pour éviter la constitution d'une hypothétique base arrière pour les rebelles ouighours, Pékin semble prêt à tout mettre en œuvre, y compris à participer directement à la sécurité intérieure afghane. Ces dernières années, les services chinois ont déjà utilisé contre des rebelles ouighours en Afghanistan les agents de renseignement armés du réseau Haqqani, prototype de la tribu pachtoun indépendante positionnée à cheval entre Afghanistan et Waziristan pakistanais, dont les méthodes sont plus qu'expéditives. Le ministre de l'intérieur du nouveau gouvernement taliban n'est autre que le chef de tribu Sirafudin Haqqani.

L'activation (ou la réactivation) de l'Organisation de Coopération de Shanghai, institution sino-russe de sécurité commune mais également de développement dont les nombreux membres entourent l'Afghanistan donnerait un vernis international de bon aloi pour une aide intéressée à Kaboul, mais il faudrait y clarifier les rôles de l'Inde (membre de l'OCS pour l'instant) et de la Turquie (observateur). Pékin peut préférer utiliser l'accord quadripartite anti-terroriste (QCCM) des nations qui partagent une frontière commune (Chine, Tadjikistan, Afghanistan, Pakistan) fondé en 2016 et qui tient des réunions régulières. Pour l'instant, la Chine ne s'engage prudemment que sur l'aide humanitaire pour laquelle elle vient de débloquer 31m USD.

Quels que soient les plans de la Chine, elle devra composer avec un environnement politique et humain complexe que des années de guerre n'ont pas contribué à simplifier et, à cause d'une percolation transfrontière constante, ménager le grand frère pakistanais qui conserve une influence majeure à Kaboul. Si l'environnement présent de bonnes relations sino-pakistantaises se prête à ces visées malgré les attentats antichinois récurrents au Baloutchistan, s'engager de façon excessive avec un seul des partenaires de l'Afghanistan risque pourtant un jour de compromettre les relations de la Chine avec les autres pays environnants.

Un engagement économique et sécuritaire massif avec présence de troupes serait une première, Pékin n'ayant pas encore joué seul ce rôle direct hors de ses frontières. A vouloir gagner, on risque de tout perdre, doivent se dire les stratèges du ministère des Affaires étrangères chinois. Le couteau sous la gorge, les Talibans afghans doivent quant à eux attendre des propositions sonnantes et trébuchantes en sachant, que les autres candidats à l'aide que la Chine et la Russie, risquent de ne pas être légion. La nasse est prête : reste aux bénéficiaires comme aux donateurs à éviter de tomber dedans.

Christophe Granier (CCE France, ex-CCE Pakistan)

Politique monétaire



Xi Jinping et la vision du CNY comme monnaie étalon des échanges internationaux

La Chine est bien la première puissance économique, commerciale, numérique, sociale et politique du monde. Plus aucun commentateur bien informé de la géopolitique mondiale ne mettrait cela en doute. L'Europe, les Etats Unis, l'Australie et l'Angleterre ont simultanément adopté des postures de défense et ne pratiquent plus qu'en contre-attaque. **Il reste encore à la Chine de devenir la première puissance financière. Xi Jinping s'y emploie.**

L'histoire économique et numérique (*Ref. Le numérique, la nouvelle dimension du donut selon Kate Raworth - La théorie du Donut*) récente de la Chine peut se lire comme un polar de l'été dont l'intrigue serait : « *Comment le maître tout puissant du Politburo parviendra-t-il à étouffer les forces dominatrices de la FED et du dollar US ?* »

Une lecture rapide des décisions prises par la Chine depuis 2013 suffit à nous donner des clés. De plus, à la fin de l'année 2019, l'apparition du Covid a donné un puissant coup d'accélérateur aux mouvements du pays.

XI JINPING DEVIENT PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE – MARS 2013

- **Janvier 2016**, la Chine crée l'AIB (Asian Infrastructure Investment Bank) pour concurrencer l'ADB (Asian Development Bank) sous influence des Etats Unis.
- **Octobre 2016**, le Renminbi rentre dans le panier du DTS (Droit de Tirage Spécial) du FMI
- **Octobre 2017**, Xi Jinping réduit à 7 le nombre de membres du Politburo et en devient le « Core Leader », une sorte de Président à vie.
- **Novembre 2017**, le 8 (par décision des maîtres du Fengshui), Xi Jinping et Donald Trump se serrent la main à Pékin sous l'œil des caméras du monde. Cette poignée de main sera perçue dans l'histoire comme le passage du témoin à la Chine après 150 ans de domination américaine.
- **Mai 2018**, des actions chinoises, titres A, sont cotées au MSCI-EM avec le programme Stock Connect qui relie les bourses de Hong Kong, Shenzhen et Shanghai. Elles deviennent accessibles aux investisseurs étrangers.
- **Juin 2019**, des banques internationales y compris en Europe émettent des « panda bonds » en CNY.

LE COVID FAIT SON APPARITION – DECEMBRE 2019

- **Décembre 2019**, la Chine interdit l'usage de matériel informatique et des logiciels Microsoft dans l'administration
- **Octobre 2020**, Jack Ma disparaît pendant 3 mois
- **Novembre 2020**, la Chine interdit l'introduction en bourse de Ant, la fintech d'Alibaba
- **Décembre 2020**, le recensement fait apparaître le déclin démographique de la Chine, la chute des naissances et le vieillissement rapide de la population.
- **Mai 2021**, la Chine interdit les « fermes de minage » des cryptomonnaies, et ce faisant s'attaque à la racine nourricière du bitcoin tout en en restreignant son usage.
- **Juillet 2021**, Huawei n'est plus autorisé à utiliser des OS (Operating System) américains et lance Harmony OS son propre système.
- **Août 2021**, la banque de Chine récupère les données sur les clients détenus par Alipay.
- **Entre avril et septembre 2021**, des restrictions sont imposées aux grands groupes chinois du numérique, Tencent, JD, TikTok, Didi, Bilibili, Pinduoduo. Après le départ de Jack Ma, plusieurs autres CEO démissionnent, Zang Yiming, Richard Liu, Colin Huang.... Pékin prend la main sur les géants de la Tech.
- **Août 2021**, Xi Jinping n'autorise plus que 3 heures de jeux en ligne par semaine aux adolescents, réprime la culture des fan-clubs et les comportements efféminés des vedettes de la télé.
- **Septembre 2021**, Pékin impose PIPL, une sorte de RGPD polymorphe ayant pour objectif le contrôle des données personnelles, le contrôle des données mais aussi celui des individus.
- **Septembre 2021**, la Chine prend le contrôle des opérations de crédit et de « credit scoring » (agence de notation) de Alipay.
- **Septembre 2021**, les cotations en bourse des groupes chinois aux Etats Unis sont soumises à des autorisations du gouvernement et Xi Jinping annonce la création d'une bourse de PME à Pékin.
- **Septembre 2021**, Xi Jinping reprend la main sur les programmes scolaires et les sociétés privées, dont certaines étrangères, donnant des cours particuliers aux élites.
- **Septembre 2021**, Xi Jinping lance un programme de « prospérité commune » passant par une meilleure répartition des richesses. L'objectif est d'accroître la consommation interne par un développement de la classe moyenne. Les géants de la Tech font des donations aux communautés régionales. Pinduoduo décide de donner 1,5md USD à des entreprises philanthropiques et Tencent donne un pactole de 13md EUR.

Ces événements sont les plus marquants. Il aurait été facile d'y ajouter ceux liés à l'expansion économique extraterritoriale par la BRI (Belt & Road Initiative), les positions de Pékin sur les faillites d'Evergrande, sur le renflouement de Huarong ou bien l'arrêt des achats de Boeing aux Etats Unis. Pour les connaisseurs avertis de la culture chinoise et des visions stratégiques du président chinois, ils suffisent à éclairer le chemin lumineux qui conduit la Chine a son objectif cardinal, un CNY fort, contrebalançant le poids de l'USD dans l'économie mondiale.

La maîtrise de la data

La guerre commence dans le cloud (*Ref. article M. Beaugier – Le cloud, nouveau terrain d'une guerre sans merci - Le Moci Août 2021*) et rien ne se fera sans une maîtrise complète de l'univers du numérique et de sa matière première, la data ! La Banque Populaire de Chine interdit la cotation des fintechs hors de Chine, rentre au capital de celles-ci et demande aux sociétés chinoises de stocker les data dans des cloud sous contrôle gouvernemental. Hors de question pour Xi Jinping de tomber dans le piège des GAFAs en Occident en se mettant sous la coupe des BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Hors de question également de laisser les BATX et équivalents être listés aux Etats Unis, de dépendre des fluctuations de l'USD et d'actionnaires américains. Impensable aussi de laisser les BATX conserver les informations personnelles pour en tirer des profits supérieurs hors du contrôle du parti. Xi Jinping met là en pratique ce que Stéphane Lauer appelle dans un article du Monde « *la Digitature ou dictature numérique* ». Il anticipe sur les prédictions de certains économistes progressistes qui annoncent que la data sera bientôt un des composants structurant le calcul du PIB et qu'assurément la data sera comptabilisée dans le bilan des entreprises.

Réformer l'éducation, contrôler les jeux en ligne

Point ne suffit de contrôler les acteurs de la tech et du numérique. Encore faut-il remettre les consommateurs et en priorité les jeunes destinés à former les classes moyennes, dans le droit chemin, celui édité dans la bible du parti. Xi Jinping entend éviter les dérives constatées chez les jeunes Occidentaux qui se perdent dans un univers virtuel délétère, lequel associé à la pratique du « Tangpin » (ou « Lying flat » pour rester à plat ou rester couché) pourrait générer des problèmes sociaux dans la future classe moyenne.

La constitution d'une zone monétaire d'influence chinoise

Tel est l'objectif ultime de Xi Jinping. Elever le CNY au niveau du dollar américain et de l'euro et l'inscrire dans le triumvirat des monnaies qui domineront les échanges internationaux. En dépit d'un PIB par tête mettant toujours la Chine dans la classe des pays émergents, la première économie mondiale par son PIB global a les moyens de donner plus de flexibilité à sa devise. L'annonce par le président Xi de lancer le « e-yuan » à l'occasion des Jeux Olympiques n'a semble-t-il pas marqué les esprits. Pourtant nous y voilà ! Le e-yuan n'est-il pas ce raccourci stratégique qui permettrait à la Chine de déplacer la bataille de la monnaie sur le terrain du numérique ? Un terrain sur lequel la Chine est très en avance et contrôlera mieux les acteurs et les consommateurs que ne le font les Américains. L'Europe n'ayant pas d'acteurs internationaux équivalents, a quant à elle, déjà perdu cette bataille.

Car comme le dit Laurent Alexandre dans un article récent du Figaro : « **La Chine va contrôler le futur. Dans les vingt ou trente prochaines années les Américains et les Chinois vont penser « puissance » et l'Europe, elle, va réfléchir à l'éthique !** »

Michel Beaugier (CCE Singapour)

Secteur



Les acteurs financiers chinois sortent renforcés de la crise du Covid-19

La crise pandémique que nous avons traversée a été la cause de multiples difficultés mais aussi de changements structurels dont on peut dire, d'ores et déjà, qu'ils ont rebattu les cartes dans la géopolitique de ce début de siècle. À cet égard, la concurrence entre les deux superpuissances, États-Unis à l'ouest et Chine à l'est, a connu une accélération marquée. On en trouve la trace dans le domaine des opérations militaires extérieures (comme en Afghanistan) mais aussi dans le domaine économique (par exemple dans l'industrie pharmaceutique avec la course pour développer des vaccins puis les diffuser *urbi et orbi*), c'est le point que nous allons analyser en détail, dans le secteur financier.

De tout temps, il n'y a pas eu de pays puissant sans un système financier puissant, assis sur une monnaie reconnue, au service de son économie domestique comme de son développement international. La Chine, seconde et peut-être même première puissance économique mondiale selon les chiffres que l'on utilise, est caractérisée par un sous-développement relatif de son secteur financier et une sous-utilisation de sa devise dans le monde. La crise du Covid-19 a été l'occasion pour elle de marquer des points dans ces deux domaines : la puissance de son système financier et sa force de projection à l'international.

Un système financier domestique renforcé

Dans le domaine financier, le pays qui est à l'origine d'une crise n'en sort pas pour autant plus mal-en-point que les autres, bien au contraire. On a pu constater que la crise des subprimes, dont l'origine se trouve clairement dans le système financier américain, s'est traduite en l'espace de moins de dix ans par un renforcement marqué des grandes banques américaines au détriment de leurs concurrentes européennes et japonaises. De même, la pandémie que nous avons traversée, dont les premiers cas ont été observés en Chine, a eu sur l'économie chinoise un effet beaucoup plus bref et limité que dans les autres régions du monde. Les banques chinoises, assises comme presque toutes les banques du monde sur un marché domestique qui est leur premier point d'appui, ont de ce fait été moins affectées que toutes les autres, et ont ainsi gagné quelques places dans la concurrence mondiale.

Le secteur bancaire chinois était déjà, avant la pandémie, le premier dans le monde par la taille. On parle ici de la taille des banques chinoises, banques à capitaux majoritairement publics qui sont les plus grosses ou banques privées qui, quoique plus petites, sont très étroitement surveillées par les autorités. On notera qu'existe aussi, malgré son faible développement relatif, un marché des capitaux en très forte croissance, que ce soit dans le domaine obligatoire ou dans le domaine des actions, avec une participation étrangère qui a doublé en cinq ans tout en restant encore limitée à une part de marché modeste, de 3% pour les obligations et 4% pour les actions.

Ce marché bancaire chinois, énorme, est un marché difficile mais attractif. Il est difficile car la transparence des différents acteurs, notamment en matière comptable, n'est pas au même niveau que dans les pays développés et parce que la réglementation y est plus qu'ailleurs tatillonne et fluctuante, au point que l'état de droit ne semble pas toujours assuré. Il est néanmoins très attractif, non seulement par sa taille et le rythme de sa croissance, mais aussi parce que les marges moyennes sur les prêts consentis en monnaie locale sont plus élevées que celles observées dans les grands pays du monde. On comprend dès lors l'intérêt des grandes banques internationales pour s'implanter en Chine. De son côté, le gouvernement chinois n'a eu de cesse d'autoriser des prises de participation de plus en plus importantes, voire intégrales, au capital des acteurs financiers chinois : banques, assurances, gestionnaires d'actifs, sociétés de bourse... Les autorités chinoises voient dans cette participation d'acteurs étrangers, soigneusement surveillée, l'occasion d'importer dans leur pays des technologies nouvelles, de créer une émulation qui permettra aux acteurs domestiques les plus forts de progresser tout en accélérant vraisemblablement la disparition des acteurs les plus modestes, si toutefois ils n'ont pas été rachetés par des investisseurs étrangers, le plus souvent au prix fort.

L'économie chinoise ayant été la première touchée par les mesures de confinement, mais aussi la première à repartir du fait précisément de la rigueur des mesures de contrôle sanitaire, le terreau sur lequel travaillent les banques chinoises s'est montré beaucoup plus favorable que dans les autres régions du monde. Cela explique que le moteur bancaire chinois ait pu tourner à plein régime durant l'année 2020, permettant de compenser par la croissance des activités de prêts les pertes et provisions nécessaires sur les dossiers d'entreprises ayant été durablement affectées par la crise. Au total, alors même que les banques chinoises semblent avoir provisionné prudemment leurs pertes de crédit potentielles, elles sont celles dont les résultats ont été le moins affectés dans le monde. Leur difficulté, dans les années qui viennent, sera de mettre en place face à ce portefeuille de prêts très important des capitaux en montant suffisant pour respecter non seulement la réglementation chinoise mais aussi la réglementation internationale qui va commencer à s'appliquer à elles dans les années qui viennent.

Au total, les acteurs financiers chinois sortent plutôt renforcés de la pandémie. La croissance économique très rapidement restaurée dans leur pays leur assure une base domestique solide, tandis que leur proximité avec les autorités (qui détiennent la majorité du capital de grands acteurs) est de nature à les protéger face à leurs concurrents étrangers. Dans ce contexte, les difficultés rencontrées par un certain nombre de promoteurs immobiliers chinois, fortement endettés envers leur banquier domestique, sont à relativiser. Si le secteur de l'immobilier de bureau est appelé, en Chine comme dans tous les autres pays, à connaître des corrections sévères suite à la généralisation du télétravail, les autorités chinoises devraient veiller à ce que les pertes constatées ne pèsent pas exagérément sur les banques, dont la contribution au développement économique est prioritaire.

Une force de projection internationale en développement

Le développement économique international des acteurs chinois est un objectif très visible depuis le lancement du programme dit des Routes de la soie (BRI) en 2013. Ce programme a entraîné, en premier lieu, l'investissement d'acteurs chinois dans des secteurs industriels variés en dehors de leur pays. Le secteur de la finance n'est pas le plus significatif parmi les industries ainsi visées, mais force est de constater que les investissements qui y ont trait se concentrent quasi exclusivement sur les marchés européens où la Chine espère trouver des technologies avancées à un prix raisonnable. Le programme BRI s'accompagne, en second lieu, de prêts octroyés par les banques chinoises aux entreprises dans lesquelles les acteurs chinois ont investi.

La présence internationale des grandes banques chinoises, certes renforcée par le programme BRI, reste encore très modeste. On peut penser qu'elle se limitera à deux aspects principaux dans les années qui viennent :

- l'accompagnement des entreprises chinoises les plus actives à l'étranger, soit directement soit par des filiales qu'elles ont rachetées totalement ou partiellement
- l'acquisition d'acteurs financiers possédant des technologies ou des savoir-faire susceptibles d'être développés sur le marché domestique chinois.

En effet, ces deux domaines serviraient les intérêts chinois sans pour autant menacer les acteurs des pays concernés, contrairement par exemple à l'acquisition d'une banque de grande taille. Or, dans le domaine financier, le changement de contrôle d'un acteur implique toujours l'accord des autorités du pays concerné, et il est donc relativement aisé pour un pays donné de bloquer une acquisition qui ne lui paraît pas souhaitable. On peut raisonnablement anticiper que les gouvernements occidentaux bloqueraient toute tentative chinoise de prendre le contrôle d'une banque jugée d'importance systémique dans leur pays.

Le domaine dans lequel la Chine est clairement en avance sur les autres grands pays, en matière financière, est celui de la monnaie digitale de banque centrale (MDBC ou CBDC en anglais). Puisant dans la culture d'ingénieurs de beaucoup de ses dirigeants, la Chine s'est intéressée très tôt aux développements des monnaies digitales. Elle n'a pas hésité à interdire les crypto monnaies dont le caractère anonyme et volatil, attirant pour le crime organisé et les investisseurs les plus spéculatifs, ne pouvait que les inquiéter. Mais ces mêmes autorités ont aussi lancé, il y a maintenant deux ans, la première expérimentation en grandeur nature d'une monnaie digitale qui serait garantie par la banque centrale et aurait donc la même solidité que la monnaie fiduciaire. Ce développement d'un E-CNY¹ a pour but affiché de supplanter l'utilisation de la monnaie fiduciaire (les billets et les pièces) par les particuliers, usage déjà en très forte régression avant la pandémie et encore réduit par les mesures d'hygiène qui l'ont accompagnée, mais aussi les usages, eux en forte progression, de services privés comme Alipay ou WeChatPay qui sont devenus des acteurs prépondérants du monde des paiements de proximité. On peut voir dans l'E-CNY le test d'une alternative à cet oligopole naissant, alternative qui serait sous le contrôle de la banque centrale, sans pour autant exclure que quelques mesures un peu coercitives viennent aussi rééquilibrer la situation entre un État qui souhaite contrôler le bon fonctionnement du marché et des acteurs privés qui y prennent une place trop importante.

Mais l'E-CNY est aussi certainement une tentative de positionnement du yuan sur la scène internationale. Les accords passés par la PBOC² avec les banques centrales de Thaïlande et des Émirats Arabes Unis, ainsi que ses discussions avec le réseau de paiements internationaux SWIFT, sont des signes révélateurs. Aujourd'hui, la devise chinoise ne représente qu'environ 2 % des paiements internationaux. Le fait que la grande majorité des paiements liés au commerce international soit en dollars explique la capacité des autorités américaines à imposer leur loi à des acteurs non-américains mais dont certaines transactions ont été libellées en dollars. Derrière la question de la devise de paiement se cache celle de l'extra territorialité des lois américaines et par conséquent la question de la souveraineté des acteurs concernés. On comprend que la Chine souhaite dans ce cas éviter le plus possible le recours au dollar et favoriser l'usage de sa propre monnaie. Qu'une telle monnaie existe aussi en forme digitale (l'E-CNY) et soit donc plus facile et moins chère à transférer d'un endroit à l'autre du globe est dans ce cadre un atout important.

Un des objectifs des autorités chinoises est également que sa devise vienne supplanter en partie le dollar, et dans une moindre mesure l'euro, dans les réserves des banques centrales. Même si la part du yuan dans les réserves des banques centrales du monde a doublé en cinq ans, elle ne représente que 2.5% du total, très loin derrière le dollar (environ 60%), l'euro (presque 25%), la livre sterling ou le yen. Qu'une devise devienne « monnaie de réserve » et soit ainsi utilisée par les banques centrales du monde entier pour y investir leurs réserves renforcerait en effet l'utilisation internationale de cette monnaie. Cependant, dans les caractéristiques que les monnaies de réserve doivent avoir, le yuan n'est pas encore conforme sur toute la ligne. Il est certes la monnaie d'une économie solide et d'un gouvernement reconnu, mais il ne satisfait pas encore à deux critères complémentaires : être librement convertible et disposer d'un marché financier vaste (permettant d'investir les réserves en question) notamment en termes de bons du trésor (les actifs les moins risqués). On comprend dès lors les efforts du gouvernement chinois pour avancer, avec toute la prudence nécessaire, vers le développement de leur marché financier et la convertibilité de leur devise.

Devenir une monnaie de réserve serait aussi un gage de sécurité, les États ayant des réserves en yuan étant a priori soucieux que leurs avoirs gardent toute leur valeur et donc enclins à une certaine prudence dans leurs relations avec la Chine. C'est d'ailleurs ce qui se passe avec les États-Unis, dont la devise est très majoritaire dans les réserves des banques centrales du monde entier. On a vu les autorités américaines refuser l'accès aux réserves en dollar de la banque centrale d'Afghanistan au gouverneur que les Talibans y ont nommé... Il faut donc veiller à la devise dans laquelle on investit ses réserves et le statut de monnaie de réserve n'est pas neutre politiquement.

Au moment où la Banque Centrale Européenne lance très prudemment sa propre initiative sur l'euro digital, les avancées de l'E-CNY, déjà testé par 20 millions de particuliers, doivent être suivies de près car elles participent de la modernisation de la monnaie chinoise, prélude à son développement hors les murs.

Jacques Beyssade (CCE Paris)

¹ CNY : acronyme international désignant le yuan chinois (aussi appelé RMB en référence à son nom chinois)

² PBOC : acronyme de la banque centrale chinoise (People's Bank Of China)



OPay

Les Fintech chinoises en Afrique

La plateforme de paiements mobiles nigériane **OPay** (<https://opayweb.com/>), startup fondée en 2018 propriété du milliardaire chinois Zhou Yahui via sa société norvégienne Opera est sans doute la première licorne du secteur en Afrique.

Elle vient de boucler une levée de 400mUSD auprès d'un consortium conduit par le fonds Vision2 de Softbank et les investisseurs chinois DragonBall Capital, Sequoia Capital China, Source Code Capital, Redpoint China and 3W Capital sur la base d'une valorisation de 2mdUSD.

Au départ dans la location de motocycles, elle s'est tournée avec succès vers un rôle d'agent bancaire traitant un volume mensuel de 3mdUSD de transactions grâce à un réseau d'agents capables d'ouvrir des comptes, de recevoir des dépôts et d'effectuer des transferts grâce à un équipement et un logiciel fourni par OPay. Le soutien de Softbank va permettre à OPay une expansion rapide et une diversification dans d'autres activités digitales de service. C'est un indicateur de la maturité du secteur Fintech africain et de l'intérêt que lui portent les investisseurs chinois.

Paul Clerc-Renaud (CCE Hong Kong)

Lettre La Chine Hors les Murs - Septembre 2021 WE BANK CHINA

Quand la tech s'invite dans la finance au profit de tous



Origine et création de WE BANK CHINA

WE BANK CHINA est la première banque numérique de Chine, créée en 2014 après réception de sa licence bancaire. Basée à Shenzhen, c'est la plus importante au monde aujourd'hui en termes de base d'utilisateurs. TENCENT détient 30% des parts de WE BANK CHINA. BAIYEUAN INVESTMENT et LIYE GROUP, sociétés financières de Shenzhen, en sont également actionnaires, chacune à hauteur de 20% de participation. WE BANK CHINA dispose de plus de 60 millions d'utilisateurs et compte plus de 1700 employés. WE BANK CHINA s'emploie à offrir aux PME et aux particuliers des services financiers abordables, et de qualité. L'objectif de WE BANK CHINA n'est pas d'ouvrir de succursales physiques hors ligne, mais de continuer à développer des produits mobiles.

Le marché chinois, tremplin de développement

WE BANK CHINA a très rapidement concurrencé les prêteurs traditionnels chinois, qui refusent le plus souvent de prêter aux clients qui ne bénéficient pas d'un excellent crédit. Ces acteurs du système financier traditionnel ont de très faibles capacités numériques, ce qui a laissé un boulevard pour que la finance sur internet se développe, et pour des acteurs tels que WE BANK CHINA de répondre aux besoins des nombreux Chinois jusque-là laissés de côté. FORRESTER, société de conseil américaine, fournissant des analyses à ses clients sur l'impact des technologies marketing et informatiques dans le monde des affaires, a récemment émis un rapport sur le succès de WE BANK CHINA. Elle explique que ce dernier repose sur la capacité de la société à maintenir des coûts bas, et des taux d'intérêts inférieurs à ceux des prêteurs traditionnels.

WE BANK CHINA se trouve dans une situation très favorable compte tenu du fait que son seul concurrent sérieux est MYBANK (网商银行), affiliée à ALIBABA. BAIDU et CHINA CITIC BANK ont également lancé AIBANK (百信银行) dont les activités n'ont commencé qu'à la fin 2017. Au total, ce sont seulement six licences bancaires qui ont été accordées par l'Etat. Alors que la Chine reste le plus grand marché bancaire mondial, le gouvernement chinois n'a pas encore autorisé les banques numériques étrangères à entrer en Chine. WE BANK CHINA bénéficie d'un quasi-monopole.

Les outils du géant de la tech chinoise au service d'un développement rapide

WE BANK CHINA bénéficie avant tout de l'écosystème technologique de TENCENT. WE BANK CHINA clame, dans de nombreux communiqués, embrasser « l'ABCD de la fintech » en mettant à profit les outils de pointe comme l'intelligence artificielle, la technologie *blockchain*, le *cloud computing* ou encore le *big data*, au service de l'inclusion financière en Chine. WE BANK CHINA a par exemple développé une solution de reconnaissance faciale, nommée eKYC, qui a répondu à plus de 640 millions de demandes de vérification d'identité. WE BANK CHINA a également déployé intégralement ses systèmes bancaires centraux sur un cloud privé, ce qui est une première mondiale. WE BANK CHINA est donc avant tout une entreprise technologique avec des licences bancaires, et non pas qu'une simple banque qui tire parti d'avantages technologiques.

WE BANK CHINA bénéficie d'une immense base de données accumulées par TENCENT, grâce à ses services de messagerie préexistants et largement utilisés en Chine. Ainsi, WE BANK CHINA dispose d'une situation très avantageuse sur le marché puisque grâce aux données des utilisateurs des systèmes de messagerie instantanée QQ et WECHAT, appartenant à TENCENT, les clients sont approuvés pour un prêt en moins de cinq secondes et peuvent recevoir les fonds en moins d'une minute. « Weilidai », le service le plus populaire de WE BANK CHINA, propose ainsi des prêts d'une valeur comprise entre 70 et 44 000 dollars (soit un maximum de 300 000 yuans), par le biais de l'application WECHAT, comptabilisant près de 650 millions d'utilisateurs. WE BANK CHINA n'a pas d'audit de crédit ni de prêts garantis contrairement aux banques traditionnelles : son système de crédit utilise sa plateforme de big data pour collecter et traiter des données provenant notamment de la messagerie instantanée, des transactions de commerce électronique, ou du comportement des utilisateurs dans les médias.

Un moteur pour la croissance chinoise soutenu par les autorités

WE BANK CHINA soutient l'économie privée chinoise, et permet le développement des plus petites structures. La plupart des clients de WE BANK CHINA sont des PME dont le nombre d'employés n'excède pas dix personnes. Plus de 60% d'entre elles obtiennent leur tout premier prêt auprès d'un institution financière chinoise, d'un montant moyen de 30 000 dollars. En Chine, rappelons que les petites et microentreprises contribuent à 75% à la création de nouveaux emplois. Le succès de WE BANK CHINA a été visible rapidement, entre son lancement en 2015 et août 2017, le service « Weilidai » a accumulé un encours de prêts d'un montant de 100 milliards de yuans, équivalent au portefeuille de prêts des principales banques commerciales urbaines en Chine.

WE BANK CHINA se met au service de ceux qui ont pâti de la crise de la Covid. En 2021, la Fédération de l'industrie et du commerce de Chine a publié une liste de 1000 « entreprises privées avancées qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la résistance à la pandémie de coronavirus en 2020 ». WE BANK CHINA a proposé diverses mesures d'allègement des prêts en 2020. Par exemple, elle a instauré une période de trois mois pendant laquelle les micro et petites entreprises n'étaient tenues de payer que les intérêts de leurs prêts, sans remboursement du principal. Fin septembre 2020, le solde des prêts consentis par la société pour soutenir les petites entreprises dépassait les 2 milliards de yuans, avec un impact pour plus de 4 700 structures.

Le développement d'entreprises comme WE BANK CHINA permet l'émulation du secteur financier, en concurrençant les banques d'Etat. En proposant des prêts à coûts réduits, et en développant de nouveaux outils, WE BANK CHINA accélère le besoin pour les institutions financières traditionnelles d'innover et d'améliorer la capacité de leurs services financiers. Ainsi, lors de la cérémonie de lancement de cette première banque privée en ligne chinoise, le Premier ministre LI Keqiang lui-même s'est rendu sur place et a déclaré « *C'est un petit pas pour WE BANK, un pas de géant pour la réforme financière* ». Pour rappel, WE BANK CHINA coopère avec plus de 40 banques chinoises, et 80% du capital de l'entreprise provient de ces banques partenaires, remboursées grâce à un accord de participation aux bénéfices.

Comité France Chine

Secteur

Le phénomène des rapatriés boursiers chinois

L'appel de Manhattan

La toute première société chinoise introduite sur une bourse américaine était Shanghai Petrochemical (NYSE³ : SHI⁴), c'était en 1993, et cette SOE⁵ fut introduite simultanément à la bourse de Shanghai, le HKEX⁶ et NYSE. Trois décennies plus tard, on compte environ 250 sociétés chinoises cotées sur les bourses américaines avec une capitalisation boursière totale de plus de 1 500 milliards de dollars.

L'éventail des entités chinoises cotées aux États-Unis est large : une multitude de sociétés de faible qualité qui sont rentrées sur le marché par un « back door listing » (en achetant des entreprises déjà cotées) aux géants de la tech de premier plan comme Alibaba (NYSE:BABA), Pinduoduo (NASDAQ:PDD) et JD.com (NASDAQ:JD) optant pour une cotation primaire à New York au lieu de Hong Kong/Shenzhen/Shanghai en raison de la liquidité, de la base d'investisseurs institutionnels et de l'environnement de cotation plus conciliant sur les marchés des capitaux américains. En outre, de nombreuses entreprises chinoises sont incitées par leurs bailleurs de fonds de capital investissement à s'introduire en bourse sur le marché américain pour assurer une sortie ordonnée de leurs investissements pré-IPO⁷.



Malgré des vents politiques contraires, le marché américain reste très attractif pour les entreprises chinoises pour leurs introductions en bourse. À la fin du premier trimestre 2021, elles ont levé 17,5 milliards de dollars aux États-Unis, soit plus de quatre fois les montants levés au cours des 12 mois précédents. En 2020, les introductions en bourse des entreprises chinoises représentaient plus de 20 % des nouvelles émissions sur les marchés américains (hors SPAC⁸), le pourcentage le plus élevé depuis 2010. Cependant, nous observons depuis quelques temps de plus en plus d'entreprises chinoises de retour sur les bourses locales.

Fin d'une époque ?

Depuis des mois, les entreprises chinoises cotées aux États-Unis subissent des pressions de la part des régulateurs américains et chinois. La loi américaine « Holding Foreign Companies Accountable Act » adoptée en décembre 2020 oblige les sociétés cotées aux États-Unis à divulguer leurs actionnaires si elles sont détenues ou contrôlées par un gouvernement étranger. En outre, selon la même loi, les titres des sociétés étrangères pourraient être suspendus puis entièrement radiés des bourses si les entreprises n'accordaient pas au conseil de surveillance comptable des entreprises publiques (PCAOB⁹) américain l'accès aux dossiers d'audit couvrant les trois années précédentes.

Ce ne sont pas seulement les réglementations américaines qui entraînent des déboires pour les sociétés chinoises cotées aux États-Unis. En juillet, Didi Global, un géant de la mobilité (le « Uber chinois ») voit le cours de son action plonger, alors qu'il fait l'objet d'une enquête par les autorités chinoises de surveillance de la cybersécurité, peu après ses débuts au NYSE. En août, les cours des sociétés d'éducation chinoises s'effondrent à la suite de la décision par Pékin de sévir contre les activités de tutorat à but lucratif.

Au même moment, l'organisme fédéral de réglementation et de contrôle des marchés financiers, la SEC¹⁰, entame une procédure d'enquête des sociétés utilisant les structures VIE et exige plus de transparence concernant les risques encourus par les détenteurs de ces titres. Le VIE (Variable Interest Entity) est une structure utilisée depuis plus de 20 ans ; Sina Corp, le propriétaire de Weibo, fut la première entreprise chinoise à utiliser une VIE pour son IPO sur le Nasdaq en 2000. Elle consiste à créer et coter une société offshore qui profite pleinement de l'intérêt économique de l'entreprise chinoise. Le recours à cette structure permet de contourner les restrictions à l'achat et la détention d'actions de sociétés chinoises par les investisseurs étrangers.

Un autre facteur négatif est la mise sur liste noire des sociétés chinoises d'abord par l'administration Trump, puis par l'administration Biden. Les raisons de la mise sur liste noire, dans un contexte de tensions géopolitiques sino-américaines, vont des allégations de violation des droits de l'homme aux accusations de menaces pour la sécurité nationale. Quand c'est une entreprise publique qui est sur la liste, les investisseurs ne peuvent plus acheter de titres et les détenteurs américains doivent se désinvestir dans un délai de 12 mois. La liste noire inclut plus de 130 entreprises, parmi lesquelles figurent notamment le fabricant de puces SMIC¹¹ (délisté du Nasdaq déjà

³ NYSE: New York Stock Exchange

⁴ SHI: Sinopec Shanghai Petrochemical Company Ltd.

⁵ SOE: Seasoned Equity Offering

⁶ HKEX: Hong Kong Stock Exchange

⁷ IPO: Initial Public Offering

⁸ SPAC: Special Purpose Acquisition Company

⁹ PCAOB: Public Company Accounting Oversight Board

¹⁰ SEC: Securities and Exchange Commission

¹¹ SMIC: Semiconductor Manufacturing International Corporation

en 2019), le producteur de pétrole CNOOC¹² (NYSE:PDG) et la société de télécommunications China Unicom (NASDAQ:CHU). CNOOC et China Unicom ont été retirés de la cote au premier semestre 2021.

La loi sur la comptabilité des sociétés étrangères, les risques liés à la liste noire et l'examen réglementaire des structures VIE placent les sociétés chinoises cotées aux États-Unis et les candidats IPO dans une situation difficile, entraînant une volatilité élevée et une prime de risque plus élevée pour leurs actions. Ainsi, la performance des actions Internet chinoises cotées aux États-Unis a été très faible depuis le début de l'année, alors que les cours des concurrents américains sont en ébullition.

La nouvelle loi sur la protection des informations personnelles en Chine

Il convient également de mentionner la nouvelle loi sur la protection des informations personnelles (PIPL) adoptée le 20 août 2021 et qui entrera en vigueur le 1er novembre de cette année. Il s'agit de l'une des lois sur la confidentialité des données les plus strictes au monde ciblant les pratiques répandues des entreprises de la tech qui collectent et traitent les informations de leurs utilisateurs. La nouvelle loi a des implications importantes pour les géants chinois de la technologie tels que Didi, Tencent, Alibaba et JD.com. Elle établit un cadre juridique strict pour ces entreprises, implique une augmentation significative du coût d'accès et d'utilisation des informations des clients et pourrait à terme limiter leurs plans d'expansion commerciale.

Les autorités chinoises enquêtent depuis des mois sur les pratiques d'utilisation des données personnelles des utilisateurs de ces services. En vertu de la nouvelle loi, toutes les entreprises, y compris étrangères, doivent soit établir un comité, soit nommer un représentant en Chine pour être responsable de l'évaluation de la sécurité digitale, garantissant que les biens personnels du peuple chinois ne seront pas transférés vers d'autres pays avec des normes de protection des données moins strictes que la Chine. Par conséquent, les autorités prévoient un examen plus strict des pratiques des sociétés cotées à l'étranger, ajoutant ainsi à la pression sur les cotations offshore.



En outre, il n'est pas omis que les régulateurs chinois ciblent des changements de règles qui leur permettraient d'empêcher ces entreprises chinoises d'être cotées à l'étranger (même si l'entité vendant des actions est constituée en dehors de la Chine).

Hong Kong et les bourses domestiques, des lieux de levée de capitaux viables

Les émetteurs, les investisseurs et les autres acteurs du marché considèrent Hong Kong comme un endroit attrayant pour une cotation double ou secondaire. Centre international de collecte de fonds, Hong Kong s'est classé numéro 1 mondial en termes d'introductions en bourse au cours de sept des douze dernières années. En 2020, 51 milliards de dollars ont été levés par IPO à Hong Kong, lui conférant une deuxième place après le Nasdaq (57 milliards de dollars levés). Non seulement les entreprises chinoises évitent les risques liés aux réglementations américaines, mais elles bénéficient également de conditions de marché dynamiques et d'une liquidité importante.

Les modifications des règles de cotation à Hong Kong adoptées en avril 2018 ont assoupli le régime. Les nouvelles règles permettent la cotation de sociétés de biotechnologie qui n'étaient pas éligibles (notamment celles qui n'ont pas encore de profit) ainsi que la cotation d'entreprises ayant des droits de vote pondéré (WVR¹³). De plus il fut introduit une nouvelle voie, plus conciliante, de cotation secondaire. Malgré les inquiétudes exprimées par beaucoup d'investisseurs sur les risques de gouvernance d'entreprise que cela implique, les amendements sont évidemment attrayants pour les entreprises de la tech qui ont souvent recours à des actions WVR (une des principales raisons pour lesquelles Alibaba a choisi de ne pas coter à Hong Kong en 2014).

¹² CNOOC: China National Offshore Oil Corporation

¹³ WVR: Indice boursier

Ainsi Alibaba (HKEX 9988), JD.com (HKEX 9618), NetEase (HKEX 9999) et Baidu (HKEX 9888) ont complété avec succès leur cotation secondaire à Hong Kong. Alibaba a par exemple levé 13 milliards de dollars et les trois sociétés restantes ont levé 3,3 milliards de dollars en moyenne. Cette tendance devrait encore s'accroître. Il convient cependant de noter que le niveau de valorisation obtenu par les rapatriés boursiers à Hong Kong n'est pas significativement plus élevé qu'aux États-Unis. La situation est différente pour ceux qui choisissent les bourses continentales.

En effet, outre Hong Kong, certaines entreprises envisagent de lever des fonds à Shanghai ou Shenzhen, sur le marché des actions A. L'un des facteurs déterminants d'un tel mouvement, malgré un cadre réglementaire domestique plus strict, est un niveau de valorisation beaucoup plus élevé et l'appétit pour le risque supérieur des investisseurs chinois. Par exemple, la société américaine DQ¹⁴, le fabricant leader de silicium polycristallin pour l'industrie solaire avec des opérations importantes au Xinjiang (donc exposée aux risques de liste noire mentionnés ci-dessus), a introduit en juillet sa filiale opérationnelle clé sur le marché STAR¹⁵ de Shanghai (SSE Science and Technology Innovation Board, une nouvelle bourse fondée en 2019) à un niveau de valorisation 3 fois supérieur à celui des États-Unis. De plus en plus d'entreprises sont susceptibles d'opter pour cette voie compte tenu du développement des marchés de capitaux chinois et principalement des capitaux locaux moins sensibles aux risques géopolitiques.

Dossier à suivre

Le rapatriement boursier chinois est une illustration des réalités changeantes de l'espace d'investissement chinois. Le président Xi Jinping vient juste d'annoncer la création de la nouvelle bourse de Pékin, dans le but de servir les PME tournées vers l'innovation. Il s'agit donc pour les investisseurs de se tenir constamment au courant des changements et tendances sur les marchés financiers, car ils sont à la fois symptomatiques de changements économiques, politiques et sociétaux de la Chine et ont aussi des implications sur le financement de la croissance et la gestion des risques.

Karine Hirn (CCE Hong Kong)

¹⁴ DQ: Dairy Queen

¹⁵ STAR: SSE Star Market de Shanghai

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Partenariats alléchants, pressions sur les chercheurs... Elaborée au sommet de l'Etat-Parti, la stratégie d'influence de la Chine s'étend dans les universités, aidée par la naïveté d'un milieu académique hexagonal peu conscient des risques (Libération, 26/7)
- Le 1er août, le métro de Pékin a étendu la prise en charge des yuans numériques aux distributeurs de cartes de transport et aux guichets automatiques (My Day Pass, 5/8)
- La Chine a publié un plan national de remise en forme qui fixe des objectifs ambitieux : la proportion de résidents faisant régulièrement de l'exercice doit atteindre 38,5 %, et l'industrie du sport doit peser 5 000 milliards de RMB (773,6 milliards de dollars) d'ici 2025 (Caixin, 8/8)
- Selon les médias d'État, les hauts dirigeants chinois ont promis de renforcer la réglementation relative aux personnes fortunées du pays, notamment en "ajustant raisonnablement les revenus excessifs" et en encourageant les groupes et entreprises à hauts revenus à redonner une partie des gains à la Société (Caixin, 18/8)
- La construction du premier puits souterrain de stockage d'hydrogène en Chine s'achève. Le géant public de l'énergie Sinopec a construit une nouvelle station de ravitaillement en hydrogène à Chongqing, dans le sud-ouest de la Chine. D'une capacité de 1 000 kilogrammes par jour, il fournira en énergie les bus et véhicules logistiques de Chongqing (Caixin, 26/8)
- La première cargaison de minerai de cuivre provenant de la mine de Kamo-Kakula, dans le sud de la République démocratique du Congo, devrait arriver en Chine ce mois-ci après avoir voyagé par voie terrestre jusqu'au port sud-africain de Durban (Caixin, 2/9)
- Une compagnie pétrolière russe a commencé à régler certains paiements de carburant d'aviation en yuan en Chine, Moscou et Pékin cherchant à réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain et à accroître leur coopération dans le secteur de l'énergie (South China Morning Post, 6/9)

Relations extérieures, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La mort de neuf travailleurs chinois dans l'explosion d'un bus au Pakistan a mis en évidence les risques de sécurité liés aux projets chinois à l'étranger, alors que le sentiment anti-chinois couve dans les pays où les liens officiels avec Pékin sont forts (CNN, 18/7)
- La Chine s'est engagée à soutenir le rôle des Talibans dans la reconstruction de l'Afghanistan, tout en exigeant qu'ils coupent leurs liens avec le Mouvement islamique du Turkestan oriental, accusé par Pékin d'être responsable d'attaques dans la région du Xinjiang (South China Morning Post, 28/7)
- Les chefs militaires américains ont déclaré mardi qu'ils considéraient les opérations dans l'Arctique comme un moyen de dissuasion contre la Chine, qui a revendiqué la région dans le cadre de son initiative Belt & Road, et de plus en plus comme une base pour des opérations dans l'Indopacifique (South China Morning Post, 28/7)
- La décision surprise de la Chine de forcer l'Allemagne à clarifier ses intentions quant à l'envoi d'une frégate en mer de Chine méridionale a mis en évidence des divergences au plus haut niveau du processus décisionnel de Berlin vis-à-vis de Pékin (South China Morning Post, 4/8)
- L'Iran est un partenaire économique et commercial important de la Chine. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Iran remontent à l'ancienne route de la soie, au premier siècle avant Jésus-Christ. Ces dernières années, les deux pays ont entretenu des contacts réguliers de haut niveau et la coopération économique et commerciale bilatérale n'a cessé de s'approfondir. L'Iran est également un marché important pour la Chine en matière d'investissements à l'étranger et de contrats de projets, ainsi qu'une source essentielle de ses importations d'énergie (China Briefing, 20/8)
- Lorsque les États-Unis et leurs alliés ont commencé à évacuer Kaboul le 15 août, alors que les talibans entraient dans la capitale afghane, la Chine a décidé de maintenir son ambassade ouverte et a affirmé être prête à entretenir des relations amicales avec les talibans (The Diplomat, 21/8)
- Un drone a été abattu par une puissante impulsion électromagnétique dans ce qui pourrait être le premier essai déclaré d'une nouvelle arme avancée en Chine (South China Morning Post, 26/8)
- La Chine fera tout pour mettre la main sur les minéraux stratégiques de l'Afghanistan (Le Figaro, 26/8)
- Le corridor arabo-méditerranéen (Arab-Med) de l'Inde vers l'Europe est un nouveau corridor commercial multimodal qui pourrait reconfigurer radicalement les schémas commerciaux entre la région de l'océan Indien, le Moyen-Orient et l'Europe. Pour l'Inde, cette nouvelle connectivité constitue un changement de paradigme stratégique aux conséquences géopolitiques énormes, qui pourrait remodeler son rôle dans l'ordre économique eurasiatique (ISAS, 27/8)

- Le président chinois Xi Jinping s'est engagé à développer davantage les liens avec la Corée du Nord dans un message félicitant le dirigeant Kim Jong-un à l'occasion du 73e anniversaire de la fondation du pays (South China Morning Post, 9/9)
- La Chine a déposé une demande officielle d'adhésion à l'accord global et progressif pour le partenariat transpacifique (CPTPP), un pacte commercial transpacifique conçu à l'origine par Washington pour limiter l'influence économique et politique croissante de Pékin dans la région (Financial Times, 17/9)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Une équipe de recherche de l'ouest de la Chine a dévoilé un drone capable de se déplacer dans l'air et sous l'eau (South China Morning Post, 21/7)
- La Chine construit rapidement de nouveaux silos à missiles nucléaires (The Economist, 31/7)
- Des scientifiques militaires chinois travaillent sur un laser pour améliorer la vitesse des missiles et des avions hypersoniques (Business Insider, 27/7)
- Le plus grand fabricant de puces de Chine, Semiconductor Manufacturing International Corp. (SMIC), a affiché une forte croissance de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices dans ses résultats publiés jeudi (Technode, 6/8)
- Huawei a annoncé qu'il prévoyait d'investir 100 millions de dollars pour aider les startups de la région Asie-Pacifique à utiliser ses logiciels de cloud computing. Si cette initiative témoigne de la volonté de l'entreprise de devenir le premier fournisseur d'informatique dématérialisée en Asie, elle souligne également l'objectif de la Chine d'étendre sa puissance numérique internationale (Verdict, 6/8)
- La Chine a autorisé une entreprise chinoise à acquérir le fabricant de puces sud-coréen Magnachip à la fin du mois de juin, une semaine après que le gouvernement américain ait mis l'acquisition en pause pour examen et que le gouvernement sud-coréen ait lancé un examen de l'opération. Wise Road Capital, une société de capital-investissement basée à Pékin, a reçu l'approbation des régulateurs chinois pour acquérir Magnachip le 21 juin (Technode, 6/8)
- Foxconn va acheter une usine de semi-conducteurs au fournisseur taïwanais de puces mémoire Macronix International pour un montant de 2,52 milliards de dollars NT (91 millions de dollars), intensifiant ainsi ses efforts pour fabriquer des puces automobiles, alors que l'assembleur de l'iPhone s'étend davantage dans le secteur des véhicules électriques (Caixin, 6/8)
- Bien qu'il ait investi massivement dans des installations d'assemblage d'avions en Chine, Airbus pourrait bientôt voir son avantage sur son rival Boeing s'effriter, car la société d'État Commercial Aircraft Corporation of China (Comac) devrait entrer sur le marché des avions à fuselage étroit avec son jet C919 l'année prochaine (South China Morning Post, 8/8)
- L'avionneur européen Airbus a déclaré que ses nouveaux avions à fuselage étroit pourraient compléter les concurrents chinois sur les liaisons régionales moins fréquentées, alors que les investisseurs tentent d'évaluer la menace que représente pour les avionneurs étrangers la volonté du pays d'utiliser davantage ses propres appareils (Caixin, 10/8)
- BYD, premier fournisseur mondial d'autobus électriques, a livré avec succès 76 autobus BYD supplémentaires à Nobina, l'un des principaux opérateurs de transport public nordique, pour une utilisation dans la capitale finlandaise, Helsinki. Cette livraison complète la plus grande commande d'autobus électriques jamais passée par la Finlande - une commande de 119 unités pour Nobina - et représente la deuxième livraison de BYD en Finlande après l'arrivée de 43 unités à Turku en juin (BYD, 10/8)
- Le capital-risque chinois investit dans le développement de la prochaine génération de microprocesseurs, les startups chinoises se lançant dans une course pour défier la domination du géant américain de la fabrication de puces, Nvidia Corp (Asia Nikkei, 11/8)
- Les autorités locales chinoises mobilisent des ressources nécessaires à l'industrie aéronautique du pays pour atteindre l'objectif d'autosuffisance fixé par Pékin, alors que la concurrence avec les États-Unis s'intensifie (South China Morning Post, 13/8)
- Baidu a annoncé qu'il avait commencé à produire en masse des puces d'intelligence artificielle (IA) Kunlun de deuxième génération. (Reuters, 18/8)
- Ansteel et Ben Gang Group Corporation, deux des principaux sidérurgistes chinois, ont annoncé vendredi un accord prévoyant la fusion des deux entreprises. La fusion et la restructuration donneront naissance au troisième plus grand sidérurgiste du monde (Xinhua News, 23/8)
- La ville de Chongqing, dans le sud-ouest de la Chine, disposera bientôt de la première installation expérimentale du pays pour tester une technologie révolutionnaire permettant à la Chine d'envoyer et de recevoir un puissant faisceau d'énergie depuis l'espace dans une dizaine d'années, selon des scientifiques impliqués dans le projet (South China Morning Post, 25/8)
- La société semi-publique Semiconductor Manufacturing International Corp (SMIC), premier fabricant de puces chinois, a annoncé vendredi qu'elle allait construire une usine de fabrication de puces d'une valeur de 8,87 milliards de dollars à Shanghai, défiant ainsi le leader mondial Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. dans le cadre d'un effort d'expansion des capacités (Caixin, 2/9)

- Une nouvelle technologie de radar quantique mise au point par des scientifiques chinois pourrait détecter les avions furtifs en générant une petite tempête électromagnétique, selon les chercheurs (South China Morning Post, 3/9)
- Le constructeur automobile chinois Great Wall Motors est prêt à lancer une voiture compacte électrique et un SUV hybride rechargeable en Europe en 2022, a-t-il déclaré lundi. L'entreprise rejoindra un nombre croissant de constructeurs automobiles chinois qui tentent leur chance sur le marché européen avec des véhicules à émissions faibles ou nulles (Reuters, 7/9)
- Faire atterrir un avion sans pilote volant à plus de cinq fois la vitesse du son sur une piste d'atterrissage standard n'est pas chose facile, mais des chercheurs militaires chinois affirment avoir trouvé un moyen de rendre l'opération plus sûre. (South China Morning Post, 7/9)
- Les banques centrales de Chine et d'Indonésie ont lancé lundi un cadre de coopération visant à promouvoir l'utilisation des monnaies locales pour le règlement des échanges bilatéraux et les investissements directs, selon des déclarations officielles (Caixin, 8/9)
- Les exportations de la Chine ont augmenté à un rythme plus rapide que prévu en août, balayant l'impact de la résurgence mondiale de la pandémie de Covid-19, de la congestion des ports et des goulets d'étranglement de l'approvisionnement. Selon l'Administration générale des douanes, les expéditions de la Chine vers l'étranger ont augmenté de 25,6 % en août par rapport à l'année précédente, soit une hausse supérieure à celle de 19,3 % enregistrée en juillet (The Wall Street Journal, 8/9)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Le groupe de mode français SMCP, détenu par la société chinoise Shandong Ruyi, a nommé Isabelle Guichot comme nouvelle directrice générale. Madame Guichot est directrice générale de Maje, filiale de SMCP, depuis 2017, et a précédemment dirigé Balenciaga pendant neuf ans. Cette promotion contribuera-t-elle à assurer la poursuite du rebond et de la croissance de SMCP ? (Reuters, 3/8)
- Trois des avions militaires les plus avancés de la Chine feront leurs débuts aux Jeux internationaux de l'armée en Russie la semaine prochaine, ce qui est considéré comme un autre signe de la confiance et de la coopération militaires croissantes entre Pékin et Moscou (South China Morning Post, 16/8)
- La reconnaissance mutuelle des permis de conduire chinois et français entrera en vigueur mardi après que le gouvernement français ait promulgué l'accord (South China Morning Post, 16/8)
- Le plus grand groupe chinois du secteur du lithium, Ganfeng Lithium, a fait accepter une offre en espèces pour la société Bacanora Lithium, cotée en bourse au Royaume-Uni, rapporte le Financial Times. L'opération, évaluée à 284,8 millions de livres (391 millions de dollars), donne au groupe chinois le contrôle d'une mine au Mexique (Financial Times, 26/8)
- La Chine vient d'approuver un projet d'installation d'un parc solaire et éolien pour la production de 67 000 tonnes d'hydrogène vert, dont la construction s'étalera d'octobre 2021 à mi 2023 (Brèves hebdomadaires SER Ambassade de France à Pékin, 30/8)

Financements publics et privés, aides financières, environnement monétaire

- L'ensemble des investissements directs à l'étranger de la Chine a atteint 71,4 milliards de dollars au premier semestre 2021, soit une hausse de 12,3 % en glissement annuel, et les investissements directs à l'étranger (IDE) non financiers ont atteint 53,9 milliards de dollars, soit une hausse de 4,7 % en glissement annuel. L'IDE non financier de la BRI a atteint 9,6 milliards d'USD, en hausse de 18% en glissement annuel, représentant 17,8% de l'IDE non financier total (EY Studies, 8/8)
- Le cours des actions d'Anta a bondi de 157 % entre 2020 et 2021, ce qui porte sa valeur marchande à 64 milliards de dollars. Le géant chinois des vêtements de sport pourrait bientôt dépasser Adidas en termes de valeur marchande, dont les actions n'ont augmenté que de 39 % pour atteindre une valeur de 74 milliards de dollars (Jing Daily, 24/8)
- La société d'investissement américaine BlackRock a levé 6,7 milliards de RMB (1 milliard de dollars) pour son premier fonds commun de placement en Chine. Le plus grand gestionnaire d'actifs au monde poursuit son expansion sur le marché lucratif de l'épargne, malgré les inquiétudes liées au climat politique (Financial Times, 9/9)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- La Chine fait l'une de ses plus grandes incursions dans le domaine des énergies renouvelables au Moyen-Orient. Un groupe dirigé par la société d'État China Three Gorges Corp. rachète Alcazar Energy Partners, un développeur d'énergie éolienne et solaire basé à Dubai (Bloomberg, 4/8)
- Début juin, le Groupe des Sept (G7) a annoncé son plan visant à mobiliser des centaines de milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures pour les pays à revenu faible et intermédiaire. La fiche d'information de

la Maison Blanche décrit ce plan "Build Back Better World" (B3W) comme un "partenariat d'infrastructure fondé sur des valeurs, de haut niveau et transparent". Elle fait également allusion à la concurrence stratégique avec la Chine (Council on Foreign Relations, 10/8)

- Les chargeurs européens sont confrontés à une concurrence de plus en plus déloyale de la part du transporteur public chinois COSCO. Mais il existe plusieurs mesures que l'UE pourrait utiliser pour contrer cette concurrence, explique Jacob Gunter (MERICS, 18/8)
- La Cour des comptes a approuvé la vente d'une autre participation de 16 % dans l'Autorité portuaire du Pirée (OLP) à Cosco Shipping, ainsi qu'une prolongation de cinq ans pour que l'entreprise réalise les investissements qu'elle s'est engagée à faire (Ekathimerini, 20/8)
- Des manifestations ont éclaté dans la ville portuaire pakistanaise de Gwadar pour protester contre une grave pénurie d'eau et d'électricité et contre les menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance. Ces manifestations s'inscrivent dans le cadre d'une réaction de plus en plus vive contre les projets Belt & Road de la Chine, qui représentent plusieurs milliards de dollars dans le pays (The Guardian, 20/8)
- JD et JIC vont investir conjointement 94 millions d'euros pour acquérir 22,36 % des parts de Lagardère Travel Retail Asia, dans le but d'accélérer la numérisation du commerce de détail des voyages et des boutiques hors taxes en Asie. Cette transaction devrait être achevée en septembre (Gelonghui, 3/9)
- Alors que la "version G7" de l'initiative Belt & Road, proposée par la Chine et dirigée par les États-Unis, n'a pas réussi à s'imposer, le Premier ministre estonien Kaja Kallas a imprudemment soulevé le sujet lors d'une récente interview, appelant à l'intégration des plans d'infrastructure de l'Occident pour rivaliser avec la BRI (Global Times, 6/9)

Projets en cours

- La nouvelle première ministre de Samoa a confirmé qu'elle allait annuler un projet de port soutenu par la Chine, mais elle n'a pas fermé la porte à la Chine alors qu'elle trace la voie pour la nation du Pacifique dans un contexte d'intensification de la concurrence régionale entre Pékin et Washington (Reuters, 30/7)
- La République démocratique du Congo a créé une commission chargée de veiller à ce que China Molybdenum Co. respecte ses obligations contractuelles liées au projet géant de cuivre et de cobalt Tenke Fungurume (Bloomberg, 21/8)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- HOLOPHARM est un laboratoire français localisé à Evreux soucieux d'œuvrer à la relocalisation en France de la production d'un excipient, produit à base d'algues normandes, qui était depuis une quinzaine d'années, transformé et importé depuis la Chine. Soutenu à hauteur de 50% par l'Etat dans le cadre du plan France Relance, HOLOPHARM lancera la construction à Evreux de son unité de production d'une valeur de 1,20 millions d'euros en janvier 2022. L'arrêt des productions en Chine pendant la pandémie de Covid-19 a provoqué des ruptures de stocks pour cet excipient utilisé notamment en pharmacie pour encapsuler les médicaments. HOLOPHARM s'engage aujourd'hui à en produire 10 tonnes par an en France (27/07/2021, La Dépêche)
- Le 21 juillet 2021, Guillaume POUPARD, directeur de l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), a révélé qu'une cyberattaque massive particulièrement virulente en cours cet été en France était attribuée à la Chine, peu de temps après l'affaire israélienne Pegasus. Il s'agit d'une « vaste campagne de compromission touchant de nombreuses entités françaises ». Cette attaque semble respecter le mode opératoire du groupe de cyber espionnage chinois APT31, qui cherche à obtenir des renseignements afin d'en tirer des avantages politiques, économiques ou militaires, au bénéfice des entreprises publiques et du gouvernement chinois. (Challenge, 23/07/2021)

Contrats et partenariats

- JIANGLING MOTORS GROUP et RENAULT ont collaboré pour mettre au point un taxi à émission nulle : la berline « Limo », de la marque de RENAULT Mobilize dédiée aux nouvelles mobilités. Ce modèle, créé par une joint-venture entre les groupes français et chinois, sera à destination des chauffeurs VTC et des sociétés de taxis. (30/08/2021)
- JD.COM, géant chinois de l'e-commerce, est rentré au capital de la branche asiatique du groupe LAGARDERE. LAGARDERE TRAVEL RETAIL ASIA accueille le groupe chinois dans son capital à hauteur de 18,63%, et le fonds public CHINA JIANYIN INVESTMENT (JIC) possédera de son côté 3,73% de la branche asiatique du groupe français. Ce partenariat stratégique a pour but d'accélérer la transformation numérique des activités commerciales de LAGARDERE TRAVEL RETAIL ASIA, tout en permettant son désendettement, puisqu'il est prévu que cette action ait un effet favorable de 79 millions d'euros sur la dette nette de LAGARDERE. L'expertise de JD.COM sera précieuse en matière d'analyse des données marketing, ou d'optimisation des chaînes d'approvisionnement. (Les Echos, 02/09/2021)

Implantations et investissements croisés

- CAO CAO, célèbre plateforme de VTC chinoise établie en France depuis 2020, a décidé de commencer à recruter ses chauffeurs en CDI, pour plus de protection des conducteurs indépendants qui deviennent désormais salariés. CAO CAO marche ainsi sur les pas de la société chinoise GEELY. Ursula VON DER LEYEN, présidente de la Commission européenne, avait annoncé la nécessité d'améliorer les conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques, et les premières consultations menées suggèrent qu'une législation européenne sur le sujet pourrait voir le jour. En ce sens, CAO CAO a fait un choix stratégique, notamment pour son développement au sein du marché européen. (Les Echos, 26/07/2021)

Autres initiatives de coopération

- BPIFRANCE et BUSINESS FRANCE ont reconduit une nouvelle édition du programme « Impact China » en 2021, 100% en format numérique au vu des contraintes d'accès au territoire chinois. 11 startups et sociétés ont été sélectionnées pour être accompagnées afin d'accélérer leur développement en Chine (bootcamps, recommandations, rendez-vous). La Cleantech est au cœur de cette cinquième édition. Les 11 sociétés sélectionnées sont : MEDICAL WORLD, plateforme d'e-learning à destination des instituts de formation médicale et institutions de santé pour une meilleure maîtrise de l'anglais ; COPSONIC & CHITEC, dans le domaine de l'échange d'informations sécurisées par ultrasons, une alternative au QRCode ; ECO-TECH CERAM, spécialisé en ingénierie et en écologie industrielle ; GAUSSIN, dans le domaine du transport et de la logistique, GEODE, qui développe des applications mobile ; HINFACT, qui a mis une suite logicielle à destination de la formation des pilotes ; IOTIZE, qui œuvre pour le pilotage des systèmes électroniques depuis un mobile ; KRONO-SAFE, un éditeur de logiciel, MIRSENSE, spécialisé dans les lasers QCL ; NEXEDI, société dans l'édition de logiciels pour les entreprises, et SPIN-ION TECHNOLOGIES, qui optimise les mémoires numériques pour plus de sobriété énergétique. (Usine Nouvelle, 19/07/2021)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Olivier Le Baube, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.

Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.